

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION.....	1
I. EFFETS ECONOMIQUES DU TAUX D'IMPOSITION	4
I.1. REVUE DE LA LITTERATURE	4
I.1.1. APPROCHE THEORIQUE	4
I.1.1.1. <i>Courant libéral</i>	4
I.1.1.2. <i>Courant interventionniste</i>	5
I.1.2. APPROCHE EMPIRIQUE	7
I.1.2.1. <i>Cote d'Ivoire</i>	7
I.1.2.2. <i>Madagascar</i>	8
I.2. CHANGEMENT DU COMPORTEMENT DES AGENTS ECONOMIQUES	9
I.2.1. IMPACTS SUR L'INCITATION FISCALE	9
I.2.1.1. <i>Destruction de la base imposable</i>	9
I.2.1.2. <i>Evasion fiscale et fraude fiscale</i>	10
I.2.2. TRANSLATION DES IMPOTS	12
I.2.2.1. <i>Translation en avant</i>	12
I.2.2.2. <i>Translation régressive</i>	13
I.3. IMPACTS DU TAUX D'IMPOSITION SUR LE TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE... 13	
I.3.1. COMPARAISON INTERNATIONALE DU TAUX DE CROISSANCE.....	13
I.3.2. RELATION ENTRE LE TAUX D'IMPOSITION ET LE TAUX DE CROISSANCE ECONOMIQUE	15
II. EFFETS FISCAUX DU TAUX D'IMPOSITION	18
II.1. REVUE DE LA LITTERATURE	18
II.1.1. APPROCHE THEORIQUE	18
II.1.1.1. <i>Arthur Laffer</i>	18
II.1.1.2. <i>James Mirrlees</i>	20
II.1.1.3. <i>Emmanuel Saez</i>	21
II.1.2. APPROCHE EMPIRIQUE	22
II.1.2.1. <i>Etats-Unis</i>	22
II.1.2.2. <i>Madagascar</i>	23
II.2. ANALYSE DE LA CORRELATION ENTRE LE TAUX D'IMPOSITION ET LES RECETTES FISCALES	24
II.2.1. TAUX DE PRESSION FISCALE.....	24
II.2.2. EVOLUTION DES RECETTES FISCALES	27

II.2.3. RELATION ENTRE LE TAUX ET LES RECETTES	28
II.2.3.1. <i>Exploitation des données</i>	28
II.2.3.2. <i>Analyses et résultats</i>	30
II.3. MOYENS POUR AMELIORER LES RECETTES FISCALES.....	40
II.3.1. MESURES ADMINISTRATIVES ET TECHNIQUES	40
II.3.2. MESURES ECONOMIQUES ET SOCIALES.....	45
CONCLUSION.....	47

INTRODUCTION

Les recettes fiscales sont des ressources financières internes indispensables pour découvrir les dépenses publiques et pour tourner la machine Administrative. C'est pourquoi, l'optimisation de celles-ci est un objectif mondial surtout pour les pays en développement tel que Madagascar afin d'éviter l'endettement. En effet, des réformes des finances publiques ont été effectuées en 2004. Et grâce au vote de la loi des finances, le code général des impôts (CGI) qui traduit la politique fiscale est révisé chaque année. Malgré ces efforts, le taux de pression fiscale de Madagascar reste toujours faible par rapport au taux normal international. En 2013 ce taux est de 10,2%¹. En plus, depuis les crises de 2009 dont la reconnaissance internationale a posé un problème quant à l'obtention des financements extérieurs, la performance en matière de ressources internes est essentielle. Ce sont des raisons pour laquelle nous avons choisi ce thème concernant « l'incidence du taux d'imposition sur les recettes fiscales » afin de détecter les variables explicatives de la fluctuation des ressources venant de l'impôt pour améliorer la souveraineté financière de l'Etat.

Par définition, l'impôt est une perception d'une contribution obligatoire. C'est que le prélèvement repose sur la souveraineté de l'Etat dont ce dernier agit d'une façon unilatérale et imposable. Les recettes fiscales sont l'ensemble des impôts, des taxes et des droits collectés par les directions générales des impôts et des douanes. Elles proviennent des activités économiques, des patrimoines, des revenus et des consommations des contribuables. Ainsi, la problématique posée est la suivante : « L'augmentation du taux d'imposition permet-elle d'améliorer les recettes fiscales ? ». Les recettes fiscales sont à calculer à partir du taux d'imposition et de la base imposable. En effet, d'après notre hypothèse le taux d'imposition affecte non seulement les recettes fiscales mais également les bases imposables. C'est pourquoi, les questions à répondre sont les suivantes : le taux d'imposition influe-t-il sur les facteurs économiques? Est ce que le taux d'imposition permet-il d'expliquer la variabilité des recettes fiscales?

L'intérêt de ce thème est d'analyser et d'estimer le lien entre le taux d'imposition sur les recettes fiscales. Par contre, ces dernières varient également en fonction de base imposable. En effet, l'étude de la corrélation entre le taux d'imposition et les facteurs socio-économiques est nécessaire en premier lieu pour connaître la variation des recettes fiscales.

¹Source : Enquête Opinion auprès des entreprises 2013, INSTAT/DSY

Les objectifs de ce sujet sont respectivement d'analyser les effets économiques du taux d'imposition et ses effets fiscaux.

A chaque problème, nos hypothèses sont respectivement comme suit :

- Le taux d'imposition entraîne un changement du comportement des Agents économiques. Cela peut être une non incitation fiscale, ou translation des impôts. Ce taux entraîne également une diminution du taux de croissance dû à la destruction des facteurs économiques. Par contre, l'évolution des recettes dépend de plusieurs facteurs : PIB, inflation, consommation, revenu, investissement, structures sectorielles d'activités, exportation, importation. Mais pour les facteurs sociaux, ce sont les crises, la taille de la population, la taille de la population active, le taux de corruption, le civisme fiscal qui influent la recette fiscale.
- Pour la deuxième hypothèse, le taux d'imposition entre dans le calcul des recettes fiscales. C'est pourquoi, ce taux permet d'expliquer la variabilité des recettes. Mais la question posée est : est-ce une corrélation positive ou négative. Notre hypothèse est la suivante : « au début, l'augmentation du taux d'imposition entraîne une amélioration des recettes. Mais la base d'imposition détruite par l'augmentation du taux d'imposition entraîne une diminution des recettes fiscales en retour.
- Les résultats attendus de cette étude sont la clarification de l'incidence du taux d'imposition sur les facteurs économiques et sur les recettes fiscales, afin de choisir les moyens efficaces pour améliorer les recettes fiscales. Pour confirmer ou affirmer ces hypothèses, des recherches documentaires sont effectuées entre autres les données venant des tableaux de bord économique venant de l'INSTAT, le code général des impôts, la loi de finance, rapport et statistique de direction des impôts, statistique de la Banque Mondiale. L'analyse est basée sur les données pendant 30 années consécutives. L'économétrie et l'analyse des données sont les techniques utilisées pour exploiter les données sur le logiciel XLSTAT et SPSS. L'étude de corrélation de ces facteurs avec la variable expliquée se focalise sur l'analyse uni-variée, bi-variée et multi-variée afin d'évaluer l'effet individuel et commun.

Le plan de démarche pour la préparation de recherche se présente comme suit : le protocole de recherche pour évoquer la problématique, les questions de recherche, les objectifs et les résultats attendus, ensuite la recherche documentaire pour trouver les données théoriques et empiriques, la collecte de données, l'analyse, évaluation et recommandation. Mais pour mener l'étude, la population étudiée est constituée par l'ensemble des recettes

fiscales venant des taxes sur les valeurs ajoutées à Madagascar. Par définition, la taxe sur les valeurs ajoutées est un impôt indirect sur les dépenses de la consommation.

Pour identifier les variables explicatives afin de déterminer les moyens permettant d'améliorer l'entrée en caisse de l'Etat, ce mémoire va comporter deux parties : effets économiques du taux d'imposition en première partie et les effets fiscaux du taux d'imposition en deuxième partie.

I. EFFETS ECONOMIQUES DU TAUX D'IMPOSITION

Cette première partie va mettre en relief les revues de la littérature concernant l'impact du taux d'imposition sur l'économie, puis le changement du comportement des agents économiques face à sa variation et ses impacts sur le taux de croissance. L'objectif de cette partie est de détecter les effets de la variation du taux d'imposition sur le comportement des agents économiques et sur le taux de croissance économique.

I.1. Revue de la littérature

Plusieurs revues ont commenté que le taux d'imposition est un facteur déterminant le changement de comportement des agents économiques et la variation du taux de croissance économique. Nous allons voir ci-après quelques approches théoriques et empiriques :

I.1.1. Approche théorique

Concernant l'approche théorique, chaque économiste a sa pensée à propos de cette problématique. Nous allons voir ci-après le courant libéral et le courant interventionniste:

I.1.1.1. Courant libéral

La pensée classique est un courant libéral. Il repose sur la doctrine du laisser-faire et laisser-passer. C'est la liberté de l'économie, la liberté de circulation des biens, du travail et du capital.² Les libéraux critiquent l'intervention de l'Etat. Cette intervention est neutre et produit des effets négatifs sur l'économie.

Selon David Ricardo, cette intervention ne ferait qu'entraver la bonne marche de l'économie. Les prélèvements fiscaux empêchent la croissance économique. Il a écrit dans son ouvrage : « *Il faut reconnaître que sans les prélèvements de l'impôt, cet accroissement de richesse eût été bien plus rapide. Il est peu de taxes qui n'aient une tendance à diminuer la puissance d'accumulation inhérente aux capitaux. Tout impôt doit nécessairement atteindre le capital ou le revenu. S'il frappe le capital, il diminue proportionnellement le fonds dont l'importance règle le développement que peut recevoir l'industrie d'un pays. S'il atteint le revenu il affaiblit l'accumulation ou force les contribuables à combler, par l'épargne, le vide que fait l'État dans leurs ressources ; et la consommation improductive des objets de luxe,*

² Source : l'économie et les grands courant de pensée, chap 1

d'agrément ou même de première nécessité diminuera dans le pays. Certaines taxes, plus que d'autres, sont de nature à produire cet effet ; mais les maux qui résultent d'impôts exagérés, se révèlent moins par tels ou tels désordres partiels que par l'influence qu'ils exercent sur l'ensemble de la fortune publique. »

Pour Adam Smith, le fonctionnement de l'économie doit être libre. Il a parlé dans son ouvrage intitulé « Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations » : « *Tous les règlements que l'on sollicitait en faveur de l'industrie et du commerce étaient contenus dans ces quatre mots : laissez faire, laissez passer* ». Selon lui : « *l'impôt peut entraver l'industrie du peuple et le détourner de s'adonner à certaines branches de commerce ou de travail, qui fournirait de l'occupation et des moyens de subsistance à beaucoup de monde. Ainsi, tandis que d'un côté il oblige le peuple à payer, de l'autre côté il diminue ou peut - être anéantir quelques-unes des sources qui pourraient le mettre plus aisément dans le cas de le faire* »³. C'est que l'impôt détruit les activités économiques.

I.1.1.2. Courant interventionniste

La pensée Keynésienne est un courant interventionniste. Selon John Maynard Keynes, les politiques monétaires et fiscales permettent à l'Administration publique de maîtriser le cycle économique⁴. Les recettes de l'Etat sont étroitement liées à l'activité économique. C'est le cas de la TVA qui est liée à la consommation des ménages. Lorsque l'activité fléchit, les recettes de l'Etat baissent. Inversement, en cas de croissance de l'activité, les recettes de l'Etat augmentent et il apparaît un excédent budgétaire si les dépenses publiques ne croissent pas parallèlement.⁵

La politique fiscale se traduit par une variation des impôts. En fait, le budget public est considéré comme un stabilisateur conjoncturel dans l'économie. Lorsqu'une économie fonctionne en dessous de sa capacité potentielle, l'État devra mettre en place une politique fiscale expansionniste pour relancer la demande par l'augmentation de déficit budgétaire, en augmentant les dépenses gouvernementales et/ou en diminuant les taux de taxation. Cela

³ Source : revue d'économie de développement de J.F BRUN, 1998

⁴La pensée Keynésienne, John Maynard Keynes

Le contexte est celui d'une remise en question des conclusions néoclassiques à la suite des désordres économiques et des sévères dépressions des années 1890 et 1930. Keynes présente une nouvelle conception de l'économie dans le but d'aider les gouvernements à prendre des mesures monétaires et fiscales qui permettent de mieux maîtriser les cycles économiques et d'en réduire les effets destructeurs.

Keynes préconise donc une intervention de l'Etat pour réguler la demande globale de produits de façon à l'amener à un niveau compatible avec le plein emploi. L'intervention de l'Etat consiste en particulier à une augmentation des investissements productifs.

⁵ WWW.comptanet.fr

permet de favoriser la consommation, l'investissement, la production, l'emploi et la croissance économique. Si l'économie est dans une phase de surchauffe, il devra utiliser la politique fiscale restrictive par une réduction dans les dépenses gouvernementales et/ou une hausse de taux de taxation.⁶ L'effet multiplicateur des investissements publics se présente comme suit :

$$Y = \frac{1}{1-c(1-t)} (\bar{C} + \bar{I} + \bar{G}) \quad \text{Tel que } Y=C + I + \bar{G} \text{ et } C = cY + \bar{C} \text{ et } I = \bar{I} \text{ et } F = tY$$

Dont Y : production et revenu distribué, C : consommation, I : Investissement, c : propension à consommer, \bar{G} : Dépenses publiques ; t : taux d'imposition, \bar{C} : Consommation incompréhensible, \bar{I} : Investissement exogène, $\bar{C} + \bar{I} + \bar{G}$: demande autonome

Le rapport $(1 / 1-c(1-t))$ détermine l'effet multiplicateur de la consommation (\bar{C}), de l'investissement (\bar{I}) et des dépenses publiques (\bar{G}). Le taux d'imposition est une variable explicative de la variation des facteurs économiques. En économie fermée, le multiplicateur fiscal correspond à $(1 / 1-c (1-t))$. En effet, une baisse du taux d'imposition implique une augmentation de celui-ci. Ce qui traduit une augmentation des productions et des revenus disponibles, qui ne sont pas intégralement consommés. Il permet de reprendre la consommation des ménages. Par contre, le multiplicateur budgétaire correspond à $1 / (1-c)$ sans mesure fiscale. Il est important que celui des mesures fiscales, ou bien $(1 / (1-c))$ est supérieur à $(1 / 1-c (1-t))$, ce qui déduit que la relance fiscale est moins efficace par rapport à la relance budgétaire.⁷

L'économiste américain Richard Musgrave a défini le rôle de l'Etat à travers trois fonctions séparées mais interdépendantes dans son ouvrage théories des finances publiques⁸ :

- L'allocation ou l'affectation des ressources ;
- La redistribution ou la répartition de revenu et des richesses ;
- La stabilisation ou la régulation de l'économie.

L'allocation des ressources concerne l'utilisation de celles-ci de façon optimale, à travers les dépenses publiques pour répondre aux besoins collectifs de la population. C'est

⁶ Source : cours de macroéconomie, première année sciences économiques et de gestion, élaboré par KHEMAKHEM Jamel

⁷ Les moteurs de la croissance, IUFM AUVERGNE, ECONOMIE – GESTION, Cours de Mr DIEMER , ECONOMIE GENERALE

⁸ PARTIE III, CHAPITRE 12 : La politique économique de l'Etat

l'utilisation des ressources rares et des facteurs de productions⁹ pour la satisfaction de ces besoins. En effet, les pouvoirs publics, à travers le budget composé des recettes et des dépenses publiques, effectuent des services non marchands tels que la justice, la police et les infrastructures. Il s'agit de la fonction régaliennne de l'Etat.

La redistribution de revenu consiste à corriger les inégalités entre les riches et les pauvres. L'Etat intervient par les transferts sociaux dans le but de modifier l'échelle des revenus. Ils se réalisent par des politiques fiscales, des cotisations sociales et des prestations sociales à partir des dépenses publiques entre autres la santé, l'éducation, le logement de façon gratuite. Le transfert des charges peut être la redistribution verticale des hauts revenus vers les bas, de la redistribution horizontale d'une catégorie vers une autre ou de la redistribution intergénérationnelle d'une génération à l'autre¹⁰.

La régulation est dans le but de maîtriser les fluctuations conjoncturelles de l'économie. Elle correspond à des objectifs, qui sont le plein emploi des facteurs de production, la stabilité des prix et la croissance. Musgrave partage la même idée que l'Etat doit intervenir pour régulariser l'activité économique.

L'Economiste Adolphe Wagner a énoncé dans son ouvrage les fondements de l'économie politique, une « loi de l'extension croissante de l'activité publique » ou bien la loi de Wagner, en 1892. D'après lui, « plus la société se civilise, plus l'Etat est dispendieux ». Il l'a confirmé par l'augmentation des dépenses publiques durant la progression industrielle, due à l'intervention de l'Etat pour rééquilibrer le système économique et social. Plus un pays est développé et plus l'intervention de l'Etat est nécessaire. En fait, pour développer l'économie, l'Etat doit investir plus en infrastructures publiques. Ainsi, pour lui, les secteurs publics doivent contribuer au développement économique.¹¹

1.1.2. Approche empirique

Quelques données empiriques sont présentées ci-après en ne citant que le cas de la Cote d'Ivoire et celui de Madagascar :

1.1.2.1. Cote d'Ivoire

Selon le résultat d'analyse de Karsoum BIKIENGA pour le cas de la Côte d'Ivoire, le taux de croissance du PIB le plus élevé correspond à des taux d'imposition les plus bas à 25%

⁹ Travail, capital, matières premières

¹⁰ Source : Laurechantrel. Free.fr/fonctionsetat, l'ETAT ET L'ECONOMIE chapIV,

¹¹ www.cours-univ. Fr

en 1964. Par contre, le taux de croissance le plus bas correspond à un taux d'imposition le plus élevés à 40% en 1980. Le taux de croissance du PIB est négativement corrélé avec les taux d'imposition sur les sociétés dont le coefficient de corrélation vaut -0,26 avec un coefficient de détermination $R^2=0.26$. Une augmentation des taux d'imposition sur les sociétés entraîne une dépréciation du taux de croissance du PIB. Ce résultat est conforme aux conclusions de certains auteurs tels que Johansson et Al (2008), Milesi-Ferretti et Roubini (1995).¹²

I.1.2.2. Madagascar

L'un des défis de MAP était d'améliorer le climat des investissements pour la relance de l'économie et le développement rapide, à travers les investissements Directs. Une politique de promotion des Investissements Directs Etrangers a été adoptée depuis 2002. La multiplication des investissements étaient entre autres dans le but d'accroître la production et de favoriser la création d'emploi. Les incitations fiscales sont en effet parmi les moyens utilisés.¹³ Pour cette raison, le système des entreprises franches, et les codes d'investissements, ont été instaurés pour inciter les investisseurs à investir.

Par conséquent, le taux de pression fiscal est passé de 10 % du PIB en 2003 à 11 % du PIB en 2004 après avoir baissé de 11,3 % du PIB en 2000 à 7,7 % du PIB en 2002. Malgré la crise politique qu'a connue Madagascar en 2002, le niveau du PIB s'est redressé et a connu une hausse. Le PIB réel a été de 5,3 % en 2003 et par la suite a augmenté de 9,8 % en 2004. Cette amélioration de la situation économique est due particulièrement aux bons résultats des secteurs secondaires et tertiaires. Le secteur secondaire a connu une croissance annuelle moyenne de 10,1 % entre 2003 et 2004 suite à l'augmentation de la production des zones franches qui a enregistré, une croissance annuelle moyenne de 51,8% durant cette période.¹⁴

¹² Impact des politiques fiscales sur les recettes fiscales et la croissance économique en Côte d'Ivoire, BIKIENGA Karsoum, 2009

¹³ MAP

¹⁴ Source : IMPACTS ECONOMIQUES DU BUDGET DE L'ETAT, Cas de Madagascar RAVALONIAINA Anthony, Avril 2012, p 45

I.2. Changement du comportement des agents économiques

Plusieurs réactions sont réalisées par les agents économiques face à l'augmentation du taux imposition. En effet, les impacts sur l'incitation fiscale et la translation des impôts sont développés ci-après :

I.2.1. Impacts sur l'incitation fiscale

Les agents économiques agissent par différentes façons. Ils peuvent choisir l'évasion, les fraudes fiscales ou bien de renoncer à l'activité économique, par exemple la vente ou la consommation. Nous allons parler dans cette section de la destruction de la base imposable et de l'évasion fiscale et fraudes fiscales :

I.2.1.1. Destruction de la base imposable

Face au paiement des impôts, les agents économiques ajustent leurs comportements. Ils peuvent répartir leurs temps entre le travail et le loisir ou bien partager leur revenu entre l'épargne et la consommation. Le renoncement à l'activité économique est l'un des moyens utilisés par les agents économiques pour échapper à l'impôt. Par exemple, les investisseurs peuvent décider d'investir en fonction du poids de l'impôt à payer. La réduction de l'impôt favorise le climat d'investissement.

La destruction de la base imposable est l'un des effets de l'augmentation du taux d'imposition. La base imposable est un élément économique sur lequel l'impôt prend sa source. Selon la définition dans le lexique : « la base d'imposition correspond à l'ensemble des revenus retenus par l'administration fiscale en vue de calculer l'impôt du contribuable sur laquelle sera appliquée le taux ». En d'autres termes, c'est la valeur de la matière qui est la base pour calculer l'impôt ou la taxe à payer. Par exemple, la consommation est un fait générateur de la taxe sur la valeur ajoutée. Dans ce cas, le prix convenu entre l'acheteur et le vendeur est en TTC. A cet effet, le prix varie aussi en fonction du taux d'imposition. Par conséquent, le changement de prix entraîne une fluctuation au niveau de la consommation. De plus, la variation de la base imposable entraîne un impact sur les recettes et la pression fiscales.

Concernant l'enquête effectuée par Jean-François GAUTIER, 27% des entreprises déclarent avoir diminué leurs prix de vente lors de la baisse du taux de TVA en mars 1996 de

25% à 20% par la loi de finances 1996. Plusieurs entreprises ont également bénéficié d'une baisse du prix de leurs intrants.¹⁵

Pour confirmer l'hypothèse concernant la corrélation entre le taux d'imposition et la variation de la base d'imposition, l'étude de cas porte sur la relation entre le taux de la TVA et le volume de la consommation.

I.2.1.2. Evasion fiscale et fraude fiscale

Les systèmes fiscaux génèrent des comportements d'évitement de la part des contribuables. 56% des contribuables ne trouvent pas nécessaires de payer l'impôt à Madagascar. C'est pourquoi, les acteurs économiques cherchent toujours des moyens pour échapper à l'impôt ou pour le diminuer, notamment en cas d'augmentation du taux d'imposition. C'est la résistance à l'impôt. En fait, la fraude et l'évasion fiscale sont les mécanismes utilisés par les contribuables afin d'éviter le paiement d'impôt.

Par définition, l'évasion fiscale c'est le fait d'échapper à l'impôt en s'appuyant sur les lois. Elle est caractérisée par :

- La réduction du montant de l'impôt en utilisant des moyens légaux et en profitant les lacunes de la législation, les possibilités offertes par elle, les failles du système fiscal ;¹⁶
- Le déplacement vers un autre pays de tout ou d'une partie d'une activité ou d'un patrimoine sans expatriation de son propriétaire afin d'éviter l'impôt.

Selon l'étude de la Banque mondiale, 40% du PIB officiel évolué en dehors des circuits économiques n'est pas soumis directement à l'impôt. Le poids relativement élevé de la TVA à 20% pousse les entreprises à s'évader du système fiscal.¹⁷ En fait, le taux d'imposition élevé favorise l'évasion fiscale.

¹⁵ Les paradoxes de la TVA dans un PED : une application à l'industrie malgache, Jean-François GAUTIER, Avril 1998

¹⁶ Chapitre 10 LA TRANSLATION DES IMPÔTS, Introduction aux finances publiques SE 2007 version du 29 avril 2008, p19

¹⁷ La structure économique favorise l'évasion fiscale, lanation.mg/

Etymologiquement, la fraude venant du mot latin « fraus » est une action faite de mauvaise foi dans le but de tromper.¹⁸ Selon la définition juridique : « la fraude fiscale est une infraction à la loi commise dans le but d'échapper à l'imposition ou bien d'en déduire le montant ». Pour André Margairaz « Il y a une fraude fiscale lorsqu'on applique des procédés permettant d'échapper à un impôt alors que le législateur n'avait pas prévu d'échappatoire ».¹⁹ En effet, c'est un recours à des moyens illégaux afin de minimiser la base imposable. La recherche de la matière imposable qui se réalise par la déclaration des contribuables eux-mêmes est le plus susceptible à la fraude. La fausse déclaration et la cache d'un état de justification d'une imposition sont des sortes de fraude. A Madagascar, la fraude fiscale entraîne un manque à gagner pour l'Etat de 50% pour l'impôt sur les sociétés et de 82% pour l'impôt sur les entreprises individuelles.²⁰ Les petites et les moyennes entreprises, notamment les acteurs économiques exerçant leurs activités dans le secteur informel fuient totalement à l'impôt. Par contre, la technique utilisée par les grandes entreprises est la recherche de tous les moyens pour réduire les bases d'imposition. Par conséquent, la fraude et l'évasion fiscale sont des facteurs faussant le jeu de la concurrence. Selon l'enquête effectuée par le Projet MADIO en 1997 sur le point de vue des entreprises formelles, 89% des entreprises enquêtées considèrent que la fraude fiscale est un facteur faussant le jeu de la concurrence. Les résultats se présentent dans le tableau ci-après :

Tableau 1:Principal facteur faussant le jeu de la concurrence

Facteur	En % d'entreprises	En % de la Valeur Ajoutée
Entreprises de l'informel	74%	23%

¹⁸¹⁸ La fraude fiscale en RDC, par Marguerite Francine SEMETE O'NKOL, Université de Kinshasa- Licenciée en droit 2006

¹⁹Margairaz in la fraude fiscale et ses succédanés 1972, p24

²⁰ La fraude fiscale : estimation et caractéristiques sur l'impôt sur les bénéfices industriels à Madagascar, Jean François Gautier, juillet 1998, N°9830E

Fraude fiscale des entreprises formelles	15%	54%
Code des investissements	5%	5%
Zones franches	3%	1%
Droit de douane à l'importation	2%	11%
Droits de douane d'entrée sur marchés étrangers	1%	6%

Source : EAI97 (MADIO)

En effet, l'augmentation du taux d'imposition entraîne d'abord une désincitation fiscale. Dans ce cas, le taux de la fraude et de l'évasion fiscale progressent. Selon l'analyse réalisée par le projet MADIO, la fraude fiscale s'amplifie lorsque le taux marginal de l'IRNS devient 25%.²¹ D'après ce tableau, ce ne sont pas seulement des facteurs qui diminuent les recettes fiscales mais également des facteurs favorisant la concurrence déloyale au niveau des entreprises. Par conséquent, la fraude et l'évasion fiscales empêchent les incitations des investisseurs et des entreprises d'investir.

1.2.2. Translation des impôts

La translation de l'impôt se définit par la volonté de répercuter ou de transférer le fardeau de l'impôt sur d'autres agents économiques. C'est-à-dire que les contribuables essaient de réduire leurs charges fiscales afin d'éviter la réduction du résultat de l'exercice. Les translations .en avant et régressive sont des formes de répercussion fiscale. Ces deux points là sont à montrer ci-après.

1.2.2.1. Translation en avant

L'un des effets de l'augmentation de la charge fiscale est la translation en avant. En d'autres termes, ce sont les consommateurs qui supportent les charges fiscales. L'élévation du taux d'imposition entraîne une augmentation des prix de vente des biens et services sur le marché des produits. En effet, l'impôt est répercuté sur l'acheteur. Dans ce cas, les supporteurs de l'impôt ne sont pas les contribuables formels.

²¹La fraude fiscale : estimation et caractéristiques de l'impôt sur les bénéfices industriels à Madagascar, Jean François Gautier, juillet 1998, N°9830E

L'augmentation des prix de vente des biens et services sur le marché des produits favorise l'inflation et la variation de la demande ou de la consommation. Le prix est l'une des facteurs qui conditionnent le choix des consommateurs de décider sur l'achat. A cet effet, la diminution de la consommation entraîne la diminution de la production et un manque à gagner pour l'Etat. En fait, les consommateurs payent non seulement les impôts sur la consommation mais également les charges fiscales transférées par les entreprises incluant dans le prix de vente. Pour conclure, l'augmentation du taux d'imposition produit un effet négatif sur l'économie et sur la recette fiscale. Mais, l'ampleur de la translation de l'impôt dépend du type de l'impôt et de l'élasticité-prix.

I.2.2.2. Translation régressive

A part la translation en avant, certaines entreprises essaient de récupérer l'impôt sur le marché des facteurs de production, car la charge fiscale diminue le résultat net de l'entreprise. La translation régressive consiste à optimiser le rendement ou la productivité des facteurs de production. Par exemple, les salariés sont rémunérés avec un salaire minimum pour une prestation identique ou bien avec un salaire identique mais en augmentant la productivité.

En fait, l'augmentation du taux d'imposition favorise la dégradation des facteurs de production. Cela peut entraîner une démission ou une démotivation des salariés. Par conséquent, la productivité des entreprises est en jeu.

I.3. Impacts du taux d'imposition sur le taux de croissance économique

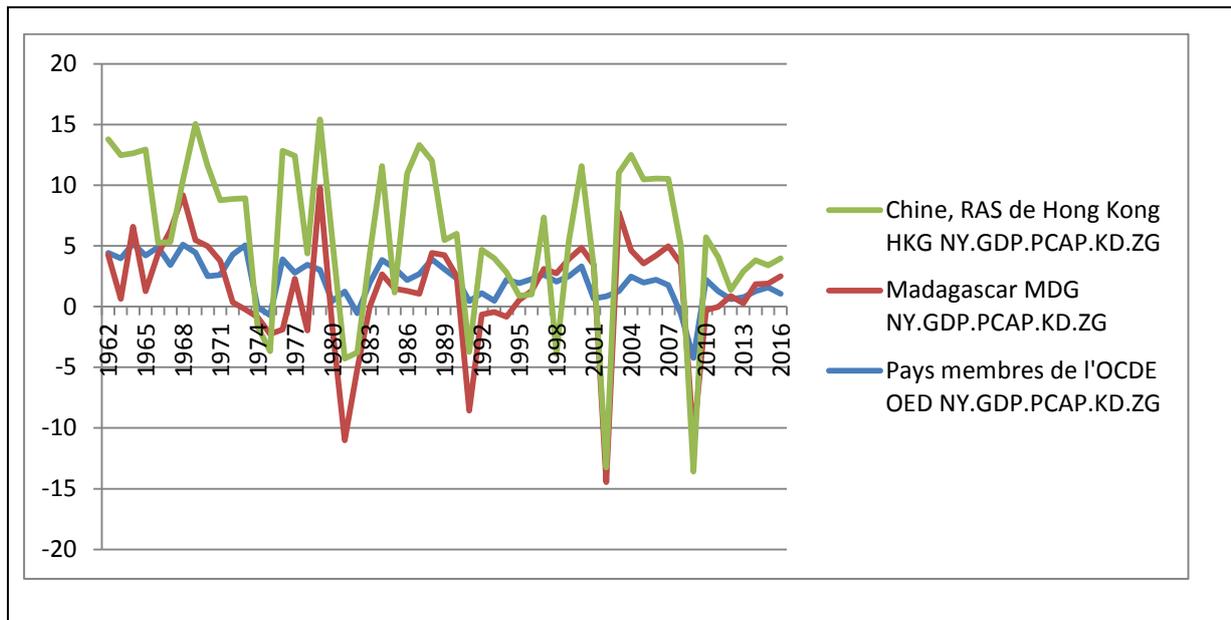
A part le changement du comportement des agents économiques, le taux d'imposition entraîne également une variation du taux de croissance économique selon les données théoriques et empiriques ci-dessous.

I.3.1. Comparaison internationale du taux de croissance

Pour connaître la caractéristique du taux de croissance économique de Madagascar, une comparaison internationale s'avère nécessaire. La figure ci-après montre l'évolution de ce taux pour Madagascar, les Pays membres de l'OCDE, la Chine et RAS de Hong Kong. C'est

une comparaison par rapport aux pays développés. Pour ce faire, des données venant de la banque mondiale sont exploitées.

Figure 1: Comparaison internationale du taux de croissance



Source : Banque mondiale 2017

En général, le taux du PIB des pays de la Chine, RAS de Hong Kong est important que celui des pays membres de l'OCDE (cf, figure1). Par rapport à tous cela, Madagascar présente le taux le plus faible.

Tableau 2: Statistique descriptive

variable	Minimum	Maximum	Moyenne	Ecart-type
Pays membres de l'OCDE	-4,227	5,185	2,198	1,751
Madagascar	-15,300	6,749	-0,897	3,934

Chine, RAS de Hong Kong	-6,665	14,714	4,517	4,245
----------------------------	--------	--------	-------	-------

Source : exploitation des données de la Banque mondiale 2017

Selon les statistiques ci-dessus, en moyenne, le taux de croissance économique à Madagascar est de -0,89%. Par contre, pour les Pays membres de l'OCDE, ce taux est de 2,19%. En effet, avec le taux moyen de 4,51% pour la Chine et RAS de Hong Kong, ce sont eux qui ont le taux de croissance le plus important. Les taux de croissance économique à Madagascar sont très faibles. En moyenne, ils sont de - 0,89%. En 2002, ce taux a diminué jusqu'à -15,3 %. En fait, cette période est remarquée par une crise économique. Les taux minimum pour les Pays membres de l'OCDE et la Chine, RAS de Hong Kong sont respectivement de -4,22% et de -6,66%. En effet, c'est Madagascar qui avait le taux plus faible. Par contre, ce sont la Chine et RAS de Hong Kong qui avaient le taux le plus important avec 14,71%. Concernant la variabilité, ce sont les Pays membres de l'OCDE qui ont des taux de croissance économique les plus stables. La variabilité est de l'ordre de 1,75%. En revanche, Madagascar et Chine ont de taux de croissance qui varient respectivement de 3,93% et de 4,24%. Pour conclure, en comparant avec les autres pays, Madagascar présente le taux de croissance le plus faible et le plus varié que les autres pays.

I.3.2. Relation entre le taux d'imposition et le taux de croissance économique

L'élévation du taux d'imposition tend à détruire la croissance du PIB surtout de celle du celui futur. Par définition, le PIB (Production Intérieure Brute) est un indicateur qui présente l'ensemble de la valeur ajoutée total des biens et services produits sur le territoire national. Selon Christina D.Romer et David H.Romer lors de leur étude sur les données américaines, une hausse des impôts de 1 Dollar entraîne une diminution de 3 Dollars de PIB. Cette réduction est en fait le résultat du changement de comportements des agents économiques. La dégradation de la consommation et de l'investissement provoque une diminution de la production. Le choix des agents économiques entre le loisir et le travail ainsi qu'entre la consommation et l'épargne produit également un effet sur la production et sur la croissance économique.

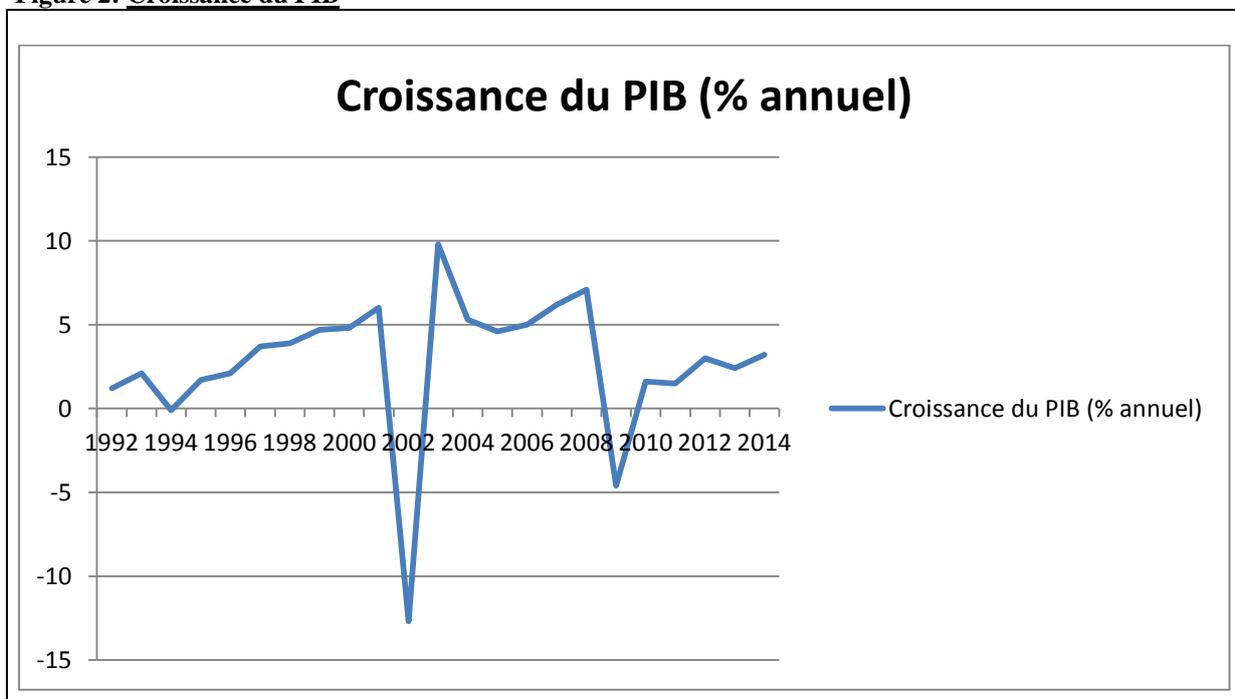
A Madagascar, la croissance du PIB varie chaque année (cf Figure 2). En 1994 jusqu'à 2001, le PIB a augmenté progressivement. Mais, les années 2002 et 2009 ont été remarqué par

une chute respectivement de 311% et de moins de 164% par rapport à leurs années précédentes. Ces chutes étaient l'effet de la crise politique de ces périodes. Par contre, la croissance du PIB a progressé après les chutes à 177% et à 134% par rapport aux années précédentes.

Cette amélioration de la situation économique est due particulièrement aux bons résultats des secteurs secondaires et tertiaires. Le secteur secondaire a connu une croissance annuelle moyenne de 10,1 % entre 2003 et 2004 suite à l'augmentation de la production des zones franches qui ont enregistré une croissance annuelle moyenne de 51,8% durant cette période. Cela vient s'ajouter aussi la volonté des autorités de mettre en œuvre un programme de redressement économique et social. Ainsi, les dépenses publiques ont connu une augmentation en passant de 15,7% du PIB en 2002 à 19,5 % du PIB en 2003, et 25,1% du PIB en 2004. Ce sont les dépenses de solde, de fonctionnement hors solde et les dépenses d'investissement.

En 2010 jusqu'à 2014, la croissance du PIB était de la forme sinusoïdale : Une augmentation suivi d'une diminution mais d'une valeur stricte (cf figure 3).

Figure 2: Croissance du PIB



Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

Tableau 3: Matrice de corrélation

	Taux d'imposition (X1)	Taux de croissance (Y)
Taux d'imposition (X1)	1	0,175
Taux de croissance(Y)	0,175	1

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

Selon le tableau 2, la variable taux d'imposition permet d'expliquer la variation du taux de croissance à 17,5%. Il existe une corrélation positive. En effet, les taux d'imposition des taxes sur les valeurs ajoutées appliqués à Madagascar n'affectent pas encore de façon négative la croissance économique. Dans ce cas, les résultats de l'analyse affirment les hypothèses concernant la corrélation négative entre ces deux. En fait, le taux d'imposition 25% n'est pas encore le taux maximum qui influe les agrégats économiques.

II. EFFETS FISCAUX DU TAUX D'IMPOSITION

Le taux d'imposition est l'un des éléments pour calculer l'impôt, à part la base d'imposition. En effet ce premier entraîne une variation des recettes fiscales. Parfois, certains économistes pensent que l'augmentation de ce taux d'imposition entraîne un effet contradictoire. La base d'imposition joue également un rôle important dans le calcul des recettes fiscales. Par conséquent, cette partie va analyser cette contradiction.

II.1. Revue de la littérature

Avant de procéder à l'analyse, la revue de la littérature est importante. Plusieurs économistes et chercheurs ont déjà analysé ce phénomène. En effet nous allons voir dans ce chapitre la revue selon l'approche théorique et empirique :

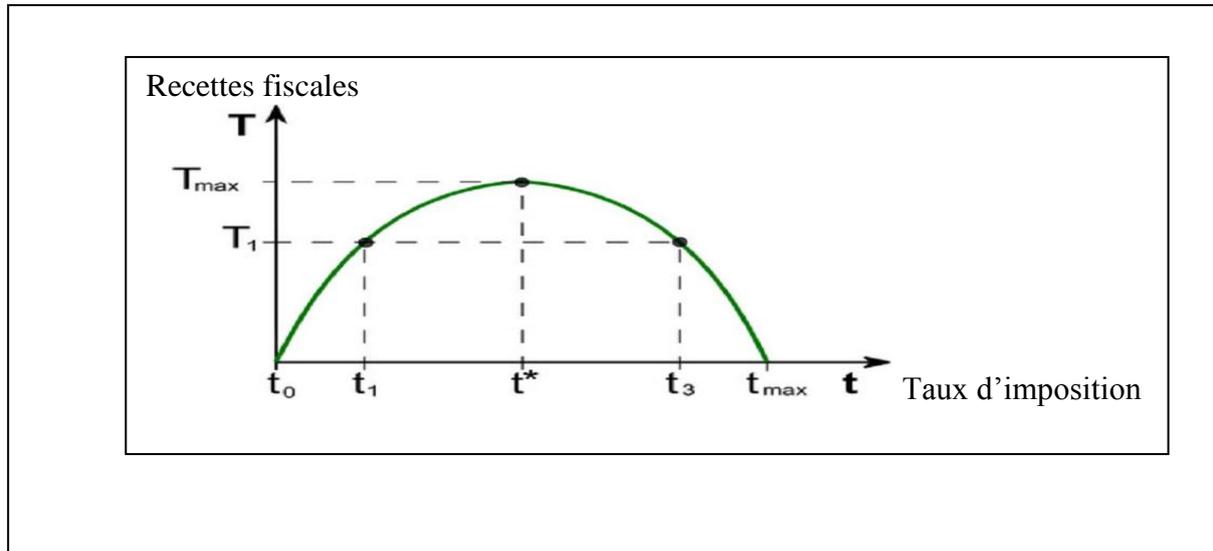
II.1.1. Approche théorique

La présente section permet de poser des bases théoriques relatives à ces effets fiscaux du taux d'imposition. Elle comporte 3 sections : la pensée selon Arthur Laffer, selon James Mirrlees et selon Emmanuel Saez.

II.1.1.1. Arthur Laffer

Pour Arthur Laffer : « trop d'impôt tue l'impôt ». A la fin des années 1970, Arthur Laffer modélise cette idée par une courbe de Laffer sur laquelle le taux marginal d'imposition affecte négativement les recettes fiscales à partir d'un niveau max de taxation. Elle se présente comme suit :

Figure 3 : Courbe d'Arthur Laffer



Source : Rapport OCDE, publication novembre 2013

Les taux normaux favorisent les recettes fiscales tandis que les taux dissuasifs réduisent l'activité des contribuables qui est la base de l'imposition ou bien leur conduisent à la fraude et à l'évasion fiscale. Par la suite, les recettes fiscales diminuent. Lorsque le taux d'imposition (t) est égal à t^* , les recettes fiscales atteignent le niveau optimal désigné par T_{max} . Au-delà du taux d'imposition optimal ($t > t^*$), les recettes de l'État sont en phase de récession. S'il est à 100%, les recettes sont quasi-nulles parce que les acteurs économiques cessent de travailler.

Pour Jean-Baptiste Say : « Un impôt exagéré détruit la base sur laquelle il porte ». Par exemple, les sur-taxations des produits alcooliques et tabagiques sont dans le but de réduire la consommation. Augmenter l'impôt produit des effets sur les contribuables concernant la consommation. En effet, la diminution de la demande provoque une baisse de la production. Par contre, tous cela sont des bases de la matière imposable. Ainsi, ce sont des pertes pour les contribuables, les producteurs et l'Etat.

Il a considéré l'impôt comme un fardeau. Il n'est pas seulement une surcharge directe, mais également indirecte. Parce que c'est la source de la corruption et des inégalités des chances entre les producteurs. Une diminution de l'impôt augmente les recettes du fisc. Il a affirmé son hypothèse par le cas d'Angleterre. Ce pays est encore riche même en payant plus

d'impôt. Par contre, il a démontré que ce pays est riche parce que l'impôt est élevé. C'est qu'un homme dépense parce qu'il est riche, mais il ne s'enrichit pas par les dépenses.²²

II.1.1.2. James Mirrlees

James Mirrlees est le premier qui a modélisé l'impôt optimal en 1971. Son idée repose sur un arbitrage entre l'efficacité et l'équité de l'impôt. Il a souhaité d'évaluer le coût social de l'intervention publique par l'intermédiaire de la politique fiscale et des dépenses publiques. En fait, c'est l'évaluation des impacts de l'introduction d'une taxe nécessaire au financement des dépenses publiques sur les individus. Il a analysé le coût social de l'augmentation des impôts pour respecter l'équilibre budgétaire afin de financer les dépenses publiques tel que les nouveaux investissements publics. Le but est d'analyser les effets négatifs sur l'activité économique

Pour lui, le système fiscal adéquat est l'impôt progressif neutre pour une économie. La fiscalité modifie la répartition primaire des revenus par le biais des prélèvements obligatoires et des transferts. Il considère un système de taxe et de transferts proportionnel à la consommation ou à la production de divers biens, ayant les propriétés incitatives courantes.²³

Ainsi, pour optimiser les recettes fiscales, les objectifs sont de minimiser :

- Les coûts d'efficience économique générée par l'impôt²⁴
- Les inégalités découlant de la conception inadéquate
- Les coûts administratifs et les coûts de conformité de la réglementation fiscale
- Le manque d'information auprès des contribuables sur les objectifs du prélèvement et sur le calcul de l'impôt.²⁵

Ainsi, les taux d'imposition nominaux, les transferts forfaitaires nominaux ainsi que le niveau réel des dépenses gouvernementales doivent être prédéterminés pour équilibrer les dépenses et les recettes publiques. A part cela, il faut un équilibre entre les dépenses publiques et l'utilité des ménages, et également un équilibre entre l'offre et la demande sur tous les marchés. Le programme est résolu en maximisant l'utilité des ménages. Cela est

²² Traité d'économie politique, Jean-Baptiste Say, livre III-chapitre ix

²³ L'imposition optimale : que dit Emmanuel Saez ?, décembre 2009

²⁴ Effets négatifs sur l'activité économique

²⁵ Mirrlees rapport pour la conception d'un système fiscal optimal, Rapport OCDE, publication novembre 2013

sous la contrainte que le niveau de la demande nette soit au même niveau que les possibilités de production.²⁶

II.1.1.3. Emmanuel Saez

Emmanuel Saez a introduit le concept d'élasticité de l'offre de travail relativement aux taux d'imposition marginale ou à la distribution d'allocation. Elle n'est pas forcément identique pour chaque contribuable. Pour lui, la politique fiscale doit être juste à travers la redistribution des revenus des plus riches vers les plus pauvres sans compromettre l'activité économique. C'est l'utilisation des taux progressifs sur lesquels le taux de prélèvement s'accroît avec le niveau de revenu. Le prélèvement doit être proportionnel aux capacités contributives des contribuables. Il concerne l'imposition des riches et la redistribution vers les pauvres. Pour maximiser les recettes fiscales, il faut taxer le plus possible aux catégories des contribuables extrêmement aisés

La politique fiscale doit être efficace. La maximisation des recettes fiscales ne doit pas détruire l'économie et ne doit pas décourager l'initiative et le travail. Les décisions individuelles de chaque contribuable face aux prélèvements affectent les bases imposables, ensuite les recettes fiscales. Le problème principal de la théorie de la fiscalité optimale est alors de déterminer d'une part, le taux marginal d'imposition supérieure optimale, ou bien, l'impôt qui maximise les recettes fiscales dans la tranche supérieure et, d'autre part, le profil optimal des transferts vers le bas.²⁷

. Quand la taxation est élevée, les revenus déclarés diminuent. Pour Emmanuel Saez, ce sont les effets économiques. Les individus peuvent décider de minimiser ou de cesser leur travail. Ils peuvent exploiter les niches fiscales, pratiquer la fraude fiscale pour minimiser l'impôt à payer. La sur-taxation peut dissuader l'investissement et la création d'entreprise. L'accroissement du taux d'imposition permet d'augmenter mécaniquement les recettes fiscales, mais celles-ci diminuent en fait, avec toutes les conséquences du taux d'imposition

²⁶Les développements de la théorie de la fiscalité optimale, 19 janvier 2010
Portail des Sciences Economiques et Sociales - DGESCO
15, parvis René Descartes BP 7000 69342 Lyon cedex 07 FRANCE

²⁷Les développements de la théorie de la fiscalité optimale, 19 janvier 2010
Portail des Sciences Economiques et Sociales - DGESCO
15, parvis René Descartes BP 7000 69342 Lyon cedex 07 FRANCE

élevé sur les réactions des individus. Il a déduit le taux d'imposition qui maximise les recettes fiscales par la démonstration ci-après²⁸:

- Effet 1 : L'accroissement du taux d'imposition augmente mécaniquement les recettes fiscales
- Effet 2 : Les recettes fiscales diminuent à cause des réactions des contribuables face à l'augmentation du taux d'imposition.
- Si l'effet 1 est plus élevé que l'effet 2 : il est possible d'augmenter le taux d'imposition.
- Si l'effet 1 est plus faible que l'effet 2 : le taux d'imposition est trop élevé. En effet, la diminution du taux d'imposition est possible pour augmenter les recettes fiscales.

Si l'effet 1 est égal à l'effet 2 : le taux d'imposition maximise les recettes fiscales.

II.1.2. Approche empirique

Cette section présente les analyses effectuées par certains chercheurs. Elle permet de confirmer ou affirmer l'approche théorique et les hypothèses. Les cas des Etats-Unis et Madagascar sont présentés respectivement ci-dessous :

II.1.2.1. Etats-Unis

Arthur Laffer a confirmé sa théorie par le cas des Etats-Unis. La réforme fiscale du président John F.Kennedy, adoptée en 1963 et entrée en vigueur en 1964, caractérisée par une forte réduction des taux de l'impôt sur le revenu près de 30% en haut de l'échelle et de 20% en bas, a augmenté le taux de croissance du PIB réel de 5,8% en 1964, 6,4% en 1965, 6,5% en 1966, selon le Bureau of Economic Analysis du gouvernement américain. Les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont amélioré progressivement. Le président John F. Kennedy réduit l'ensemble des taux: ils allaient auparavant de 20% à 91%, désormais ils variaient entre 14% et 70%²⁹.

Il était conseiller de Ronald Reagan. En 1981, quand ce Président était arrivé au pouvoir, il a appliqué la politique de réduction du taux d'imposition afin de lutter contre le déficit et l'inflation. L'Economic Recovery Tax Act est ainsi signé. C'est la réduction du taux marginal d'imposition sur les revenus de 25% durant 3 ans et le taux d'imposition sur les

²⁸ L'imposition optimale : que dit Emmanuel Saez ?, décembre 2009

²⁹ La Flat Tax, Robert E. Hall, Alvin Rabushka, Traduit de l'américain par Jan Krepelka, Institut Constant de Rebecque, © 2009 European Center of Austrian Economics Foundation, Liechtenstein (ECAEF), pour l'édition française, Editions du Cri 42 rue des Jeûneurs 75002 Paris, 192p

gains en capitaux de 28% à 20%. Cette réforme s'est poursuivie avec l'adoption du Tax Reform Act (loi de réforme fiscale) de 1986, sur laquelle le taux d'imposition marginal le plus élevé sur le revenu des particuliers est réduit à 28% qui était de 70% en 1980. Ceux-ci ont incité à travailler, à épargner et à investir. Le Président a diminué le taux de 14% à 70% par les taux de 11% à 50% pour tous les types de revenu. En 1981, avec le taux marginal maximum de 70%, les contribuables les plus riches ont contribué pour 17,5% aux recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers, tandis qu'avec le taux réduit à 28% en 1988, leurs contributions étaient de 27,5%. En résumé, après la réforme fiscale du président Kennedy et celle du Président Reagan, la croissance économique s'est accélérée et les recettes de l'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté.³⁰

II.1.2.2. Madagascar

Les réformes fiscales entraînent des effets sur le volume des recettes fiscales. Selon l'étude du Projet MADIO, les différentes réformes successives de 1988 à 1992 en simplifiant la structure du tarif douanier avec un taux compris entre 10% et 50% avaient des impacts sur les recettes.

Par contre, selon l'analyse de Jean-François GAUTIER en juillet 1998, l'allègement de la taxation du commerce extérieur de 1981 à 1998 a entraîné une réduction de sa contribution aux recettes fiscales à 20% contre près de 40% à la fin des années 1980. Ensuite, en 1994, la réforme des impôts sur les biens et services, caractérisée par la baisse du taux nominal de la TVA, a provoqué une chute des recettes. Les recettes de TVA et TST ont varié de -31% alors que la variation du taux nominal n'a été que de 25%.³¹

³⁰ Les bienfaits économiques d'une réduction de l'impôt sur le revenu, mars 2004 Cahier de recherche • Collection « Fiscalité » Mars 2004, institut économique de Montréal Président du conseil: Adrien D. Pouliot Président: Michel Kelly-Gagnon

³¹ Jean-François GAUTIER juillet 1998, une introduction à la fiscalité malgache : Réformes après réformes...le taux de pression reste constant, n°9738/E, p24

II.2. Analyse de la corrélation entre le taux d'imposition et les recettes

fiscales

Après avoir appréhendés les analyses et les pensées de certains économistes et chercheurs à propos de l'impact de la variation du taux d'imposition sur les recettes fiscales, ce chapitre va montrer l'analyse réalisée. Il permet de confirmer ou affirmer les idées trouvées dans la revue de la littérature:

II.2.1. Taux de pression fiscale

Selon la définition de l'OCDE, la pression fiscale correspond au montant total des recettes fiscales recouvrées exprimé en pourcentage du PIB.³² C'est-à-dire que le taux de pression fiscale est le rapport entre les flux annuels des recettes fiscales et le produit intérieur brut :

$$\text{Taux de pression fiscale} = \frac{\text{flux annuels des recettes fiscales}}{\text{PIB}}$$

Cet indicateur permet de traduire la capacité et l'effort de recouvrement des recettes fiscales par l'Etat. Pour Madagascar, ce taux figure parmi les moins élevés en Afrique (cf. tableaux). D'après la Banque Mondiale, il se situe en moyenne autour de 10% de PIB.³³ Selon l'article publié par Le Courrier de Madagascar en 2013, la faiblesse de la pression fiscale malgache provient :

- (i) De la difficulté de collecter les impôts à cause de la structure de l'économie de ce pays,
- (ii) De la collecte des impôts fortement inégale,
- (iii) De l'évasion fiscale.

Le tableau ci-après présente la comparaison du taux de pression fiscale à Madagascar par rapport à certains pays d'Afrique :

³² OCDE, recette fiscale, data.oecd.org

³³ Mars 10,2014, wwtananews.com

Tableau 4: Comparaison du taux de pression fiscale

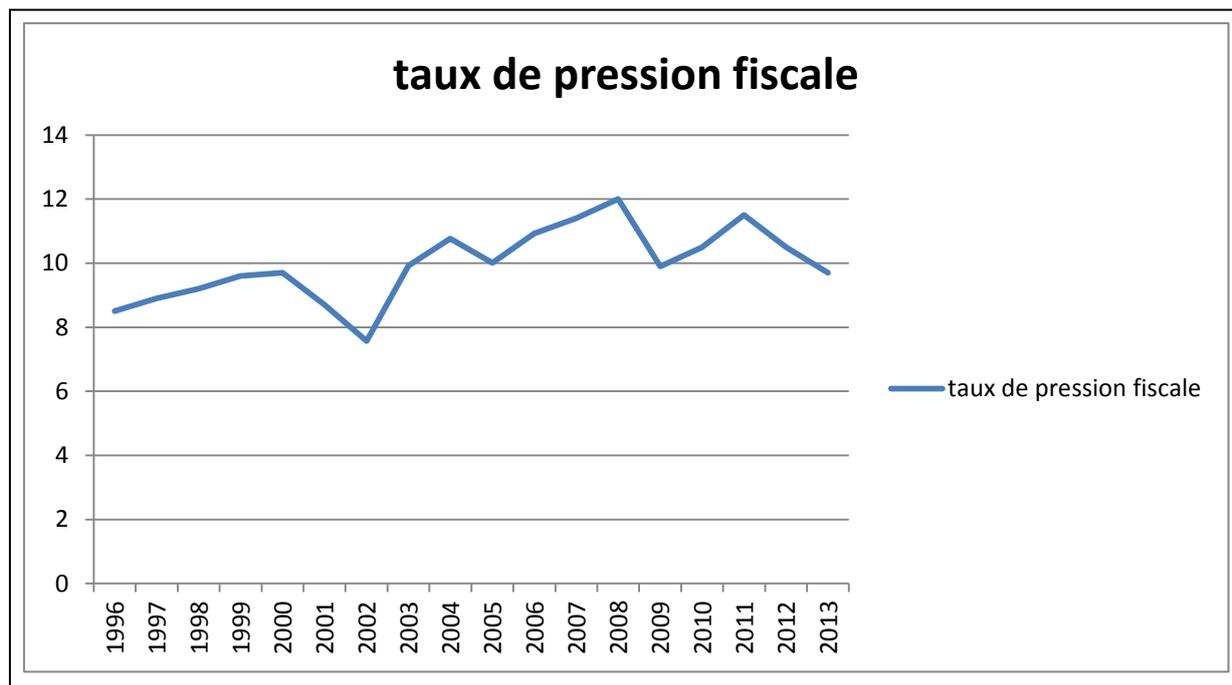
Pays	2002	2003	2004	2005	2006
Benin	13,30	17	16,40	16,5	16,70
Burkina	11,30	12,1	12,80	12,30	12,40
Ethiopie	16,40	16,2	17,00	15,80	16,90
Ghana	18,00	20,8	23,80	23,80	21,60
Madagascar	7,57	9,92	10,77	10,01	10,93
Malawi	17,76	22,00	23,2	25,5	24,36
Mali	15,90	16,40	17,40	17,90	17,20
Mozambique	12,40	12,80	12,80	14	14

Source : MEFB , 2017

D'après ce tableau, chaque année, c'est Madagascar qui avait le plus faible taux de pression fiscale en comparant au Benin, Burkina, Ethiopie, Ghana, Malawi, Mali et Mozambique. Dans les pays développés, ce taux est à peu près 25 à 50% de PIB. C'est que Madagascar doit aménager beaucoup d'effort pour augmenter le taux. Pour l'augmenter, les mesures possibles sont l'augmentation des recettes fiscales ou la diminution de PIB. Par contre, la croissance économique est déjà faible. En effet, la meilleure solution est d'améliorer les recettes fiscales.

Le graphe suivant montre l'évolution du taux de pression fiscale à Madagascar de 2002 à 2013 :

Figure 4 : Evolution du taux de pression à Madagascar

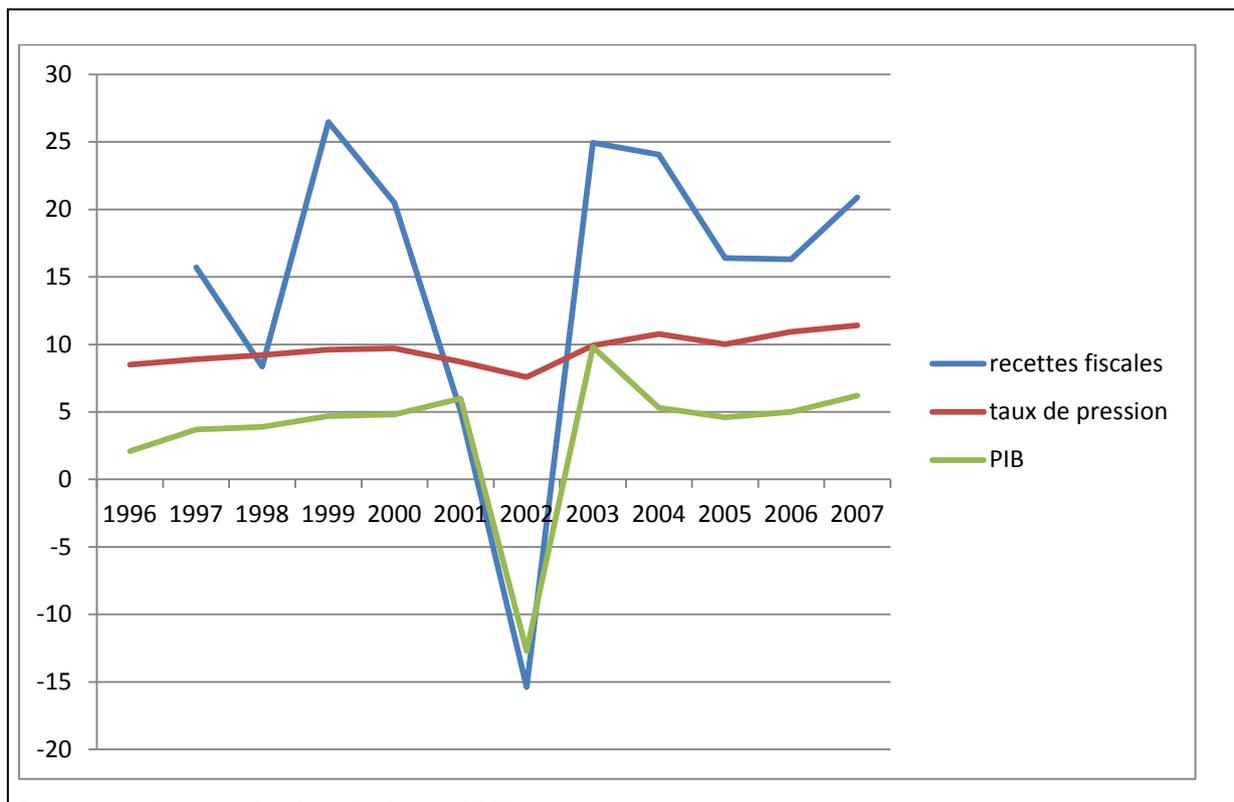


Source : Instat, 2017

D'après ce graphe, le taux de pression fiscale varie chaque année. La période de 1996 à 2000 a été marquée par une amélioration légère et continue de la pression fiscale. C'est le résultat de la croissance au niveau des recettes fiscales. Par contre, il y a une récession de ce taux. C'est la conséquence de l'évènement 2001-2002. Mais, la pression fiscale s'est redressée pour l'année suivante. La diminution du taux pour l'année 2009 était la conséquence de la crise politique durant cette période. En 2010, selon la loi de finances 2011, l'essor des activités économiques portant sur la branche des industries extractives, des Bâtiments et des Travaux Publics entraîne une amélioration des recettes fiscales. C'est pourquoi, le taux de pression fiscale de cette année a progressé. En général, ce taux ne dépasse pas 12% du PIB. Mais en moyenne, c'est autour de 10%.

En général, le taux de pression fiscale, les recettes fiscales et le taux de croissance économique semblent varier en même temps. Par exemple, pendant les crises, tous ces indicateurs sont en phase de récession. Le graphe suivant montre cette variation.

Figure 5 : Comparaison entre le PIB, la pression et les recettes fiscales

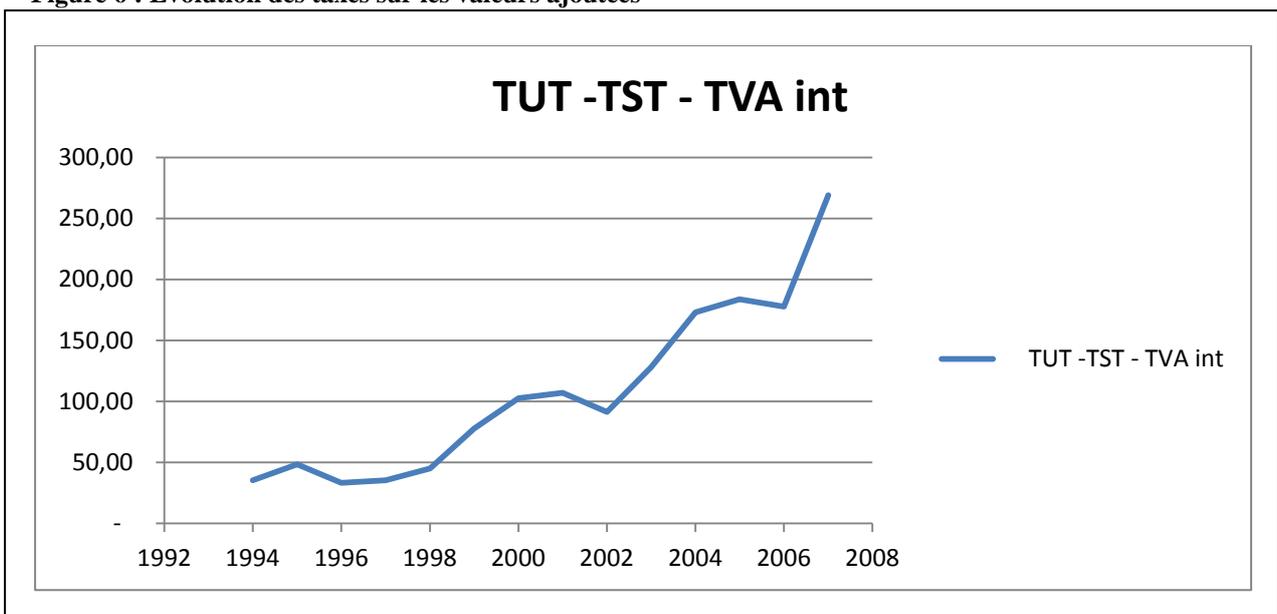


Source : exploitation des données Instat, 2017

En général, l'Etat n'atteint pas l'objectif en matière de pression fiscale. Ce taux de pression fiscale est toujours insuffisant.

II.2.2. Evolution des recettes fiscales

Figure 6 : Evolution des taxes sur les valeurs ajoutées



Source : Instat, 2017

En général, les recettes fiscales produites par les TVA ont toujours augmenté. C'est qu'il existe toujours une amélioration au niveau des recettes.

II.2.3. Relation entre le taux et les recettes

Cette section présente les éléments statistiques pour conduire l'analyse. Nous allons voir la population étudiée, les caractéristiques des variables et la préparation des données :

II.2.3.1. Exploitation des données

I.1.1.1.1 Données

La population étudiée est constituée par l'ensemble des recettes fiscales venant des taxes sur les valeurs ajoutées. En effet, les données présentées ici sont temporelles. Les flux sont définis sur une période.

Etant donné qu'il est difficile de trouver des données étalées sur plusieurs années, il faut prendre un échantillon. Au minimum, le nombre des années pour réaliser l'étude doit être 30 années. Là, la période pour mener l'analyse s'étale de 1984 à 2012.

Dans cette analyse, le but est de connaître la relation entre les salaires et les caractéristiques socio-démographiques. Ainsi, les variables statistiques se subdivisent en deux parties :

II.2.3.1.1 Les variables

La variable à expliquer concerne les recettes fiscales constituées par les TVA (variable brute RECF). Elle est symbolisée par Y . elle est appelée également une variable endogène, à prédire ou dépendante.

Par contre, les variables exogènes ou explicatives sont :

- ✓ Le taux d'imposition (variable brute taux imp),
- ✓ Le taux de PIB (variable taux PIB),
- ✓ Le taux de consommation (variable taux cons) ;

Ce sont des variables qui servent à prédire les valeurs de Y . Elles sont présentées par $X_1...X_p$. Ce sont également des variables prédictives ou indépendantes.

II.2.3.1.2 Nature de la variable

Tableau 5: Nature de la variable

variables	nature
Recettes	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative
Taux d'imposition	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative
PIB	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative
Consommation	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative
Population	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative
Inflation	Vérifie les 4 propriétés des nombres Variable des ratios, variable continue ou bien variable quantitative

Source : personnel,2017

Toutes les variables sont continues ou quantitatives, car, elles vérifient les 4 propriétés des nombres. Ce sont:

- i) L'identification : les variables peuvent être calculées selon le nombre d'éléments par catégorie. Par exemple, pour la variable sexe, elle peut être identifiée par 1 (masculin) et 2 (féminin).
- ii) La comparaison : les variables peuvent être ordonnées, par exemple : d'accord, pas d'accord.
- iii) L'intervalle : les variables peuvent être mesurées par des distances entre deux valeurs de taille connue.
- iv) Le ratio : les variables peuvent être exprimées comme le quotient de deux entiers relatifs.

II.2.3.1.3 Méthode d'analyses

L'identification de l'outil d'analyse des données dépend de la nature des variables à étudier. C'est pourquoi, les caractéristiques de ces variables sont présentées dans ce tableau ci-dessous :

L'économétrie est le moyen utilisé pour analyser la corrélation entre les variables et de voir la significativité de chaque facteur microéconomique pour expliquer la variation des

recettes fiscales. Le logiciel utilisé est surtout XLSTAT, parce que l'analyse offerte par ce logiciel est complète.

L'analyse univariée permet de confirmer ou affirmer les hypothèses sur les caractéristiques de chaque variable. Dans cette analyse, les variables sont quantitatives. Dans ce cas, elles sont analysées suivant les paramètres de position, de dispersion et de forme.

L'analyse bivariée est dans le but de voir la corrélation entre les variables. En d'autres termes, elle permet de confirmer ou affirmer la liaison et la dépendance entre le taux d'imposition et les recettes fiscales. L'interdépendance entre les variables quantitatives est mesurée par l'analyse de corrélation.

Étant donné que d'autres facteurs peuvent influencer la variation des recettes fiscales à part le taux d'imposition, il faut effectuer une analyse multivariée. Celle-ci a pour objectif de synthétiser les informations issues des variables concernant le taux d'imposition, le PIB, la base d'imposition qui est la consommation et le taux d'inflation, pour expliquer la variable « recettes ».

Ainsi, l'analyse multidimensionnelle et la modélisation des données sont des méthodes pour détecter la corrélation entre les variables. La première méthode permet de présenter graphiquement l'interdépendance et la dernière méthode a pour le but de présenter l'équation de corrélation entre eux.

II.2.3.2. Analyses et résultats

Pour bien détailler l'étude, la démarche statistique adoptée est de procéder d'abord à l'analyse univariée avant d'évaluer l'effet individuel de chaque variable explicative sur les recettes. Enfin, cet impact est synthétisé en analyse multivariée.

I.1.1.1.2 Analyse univariée

Les résultats des observations sont nombreux, variés et dispersés. C'est pourquoi, l'analyse univariée est nécessaire. Cette analyse permet d'étudier la tendance et la dispersion de chaque variable, dans le but de connaître leur représentativité.

Les variables quantitatives sont analysées par le paramètre de position, de dispersion et de forme. En effet, les caractéristiques des variables recettes, taux d'imposition, taux d'inflation, taux de PIB et consommation sont étudiées comme suit :

1) Paramètre de position

Dans le paramètre de position, il faut calculer la moyenne, le premier quartile, la médiane, le troisième quartile et le mode.

a) Objectif

Le paramètre de position permet de voir la tendance centrale de la distribution. En d'autres termes, il s'agit d'analyser si les distributions sont homogènes ou hétérogènes.

b) Résultat

Tableau 6: Synthèse du paramètre de position des variables quantitatives

	Taux d'imposition x1	inflation X2	taux de croissance du PIB X3	croissance de la population X4	Taux de croissance de la consommation X5	Recettes Y en milliard
Min	0,15	-1,224	-15,299	2,63	-5,397	38,076
max	0,25	49,080	6,518	3,17	12,030	1725,632
moyenne	0,182	13,674	-0,711	2,96	2,022	506,224
Q1:	0,15	9,1709	-1,6445	2,845	0,364	79,99
médiane	0,19	10,428	-0,343	2,98	1,575	299,65
Q3:	0,2	14,632	1,546	3,0725	3,485	788,839

Source : exploitation des données de la banque mondiale, 2017

c) Interprétation

Pour la variable taux d'imposition, le taux moyen est de 18%. Le minimum de ce taux est de 15% et le maximum de 25%. A 25% des années passées, le taux d'imposition était à 15%. Ensuite, à 75%, il était à 20%. Par conséquent, en majorité, le taux d'imposition à Madagascar tend toujours vers 20%. Dans les pays Africains le taux d'imposition est autour de 20 à 25%

Concernant le taux d'inflation, le taux moyen était de 13,67%. Le taux minimum était de (-1,22%) qui correspond à l'année 2003. C'est une période après crise. Par contre, le taux maximum était de 49,080% qui est en 1995. En effet, il existe une forte croissance du taux d'imposition à ce moment. A 25% des années passées, le taux était 9,17 %. A 75%, il était autour de 14,63%. En effet la majorité du taux d'inflation est à 14,63%. En fait, le taux à Madagascar est en majorité plus élevé.

Le taux minimum et maximum de la croissance du PIB à Madagascar était respectivement de (-15,29%) et de 6,51%. Ce taux minimum correspond à l'année 2002 qui

était une période de crise. En moyenne, il était de -0,71%. En majorité, à 75%, ce taux était de 1,54%. Dans ce cas le taux de croissance du PIB à Madagascar est encore faible.

Pour la croissance de la population, le taux minimum et maximum sont de 2,63% et de 3,17%. En moyenne, la population s'accroît à 2,96%. A majorité des années, la croissance est à 3,07%. Dans ce cas, la population à Madagascar augmente toujours chaque année à peu près de 3%.

En moyenne, le taux de croissance de la consommation est de 2,022% dont la 75% est autour de 3,485%. Il existe un taux de croissance négatif avec le taux minimum de -5,397%. Par contre, le taux maximum est de 12,030 en 1990. En effet, c'est une croissance encore peu significative.

En ce qui concerne les recettes fiscales des taxes indirectes, elles étaient dans l'intervalle de 38,076 milliards à 1725,632 milliards qui sont perçues respectivement pendant l'année 1984 et 2011. En moyenne, les recettes sont de 506,224 milliards. La plupart des recettes sont à 788,839 milliards. C'est qu'il existe toujours une augmentation des recettes fiscales.

2) Paramètre de dispersion

L'étendue, la variance et l'écart-type sont des indicateurs pour mesurer la dispersion de la distribution des variables.

a) Objectif

Les paramètres de dispersion ont pour objectif de vérifier si les résultats obtenus sont proches des paramètres de position tel que la moyenne.

C'est pour déterminer la variabilité de la série, si elle est plus dispersée ou non.

b) Résultat

Tableau 7 : Synthèse des paramètres de dispersion

	taux d'imposition	Taux d'inflation	taux de croissance de PIB	croissance de la population	Croissance de la consommation	recettes
	X1	X2	X3	X4	X5	Y en milliard
min	0,15	-1,22498159	-15,2999891	2,63	-5,397	38,076
max	0,25	49,0802101	6,51898502	3,17	12,030	1725,632
Variance	0,00086560	101,744669	17,519585	0,02111362	13,813	288409,78
écart-type	0,02942122	10,0868562	4,18564033	0,14530528	3,717	537,03797

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

c) Interprétation

Le taux d'imposition et le taux de la croissance de la population varient peu. Leurs Ecart-types sont respectivement de 0,0294 et de 0,145. Les distributions sont homogènes. Par contre, le taux d'inflation est le plus dispersé avec un écart-type de 10,08. Les distributions sont hétérogènes. Pour les autres variables, la dispersion est assez faible.

3) Test de règle de 3 sigmas et de box plot

a) Objectif

Ce paramètre consiste à détecter les points atypiques et à analyser la normalité de la distribution.

b) Résultat

Tableau 8 : Test de 3 sigmas

variables	intervalles	observations
IC(x1)=	] 0,0945934686163994 ; 0,271120817097886[
IC(x2)=	] 0,0945934686163994 ; 43,9349075460171[	Points atypique sur le taux d'inflation en 1995 ET 2003
IC(x3)=	] -13,2679225833712 ; 12,5858380724633 [	point atypique sur le taux de croissance 2002
IC(x4)=	] 2,52515558916246 ; 3,3969872679804 [
IC (x5)=	] -9,12810462232951 ; 13,1715740555949 [
IC(y)=	] -1104,88893586924 ; 2117,33892570709 [

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

Tableau 9 : Test de box plot

	variables	intervalles	observations
innerfence	IF(x1)=	] 0,075 ; 0,275 [
	IF(x2)=	] 0,978559039447399 ; 22,824972958324[	points atypiques sur inflation 1988, 1994, 2003
	IF(x3)=	] -6,43088779609864 ; 6,33259349007029[	points atypiques sur croissance de population 1992, 2003, 2009
	IF(x4)=	] 2,50375 ; 1852,1125 [
	IF(x5)=	] -4,31668163858484 ; 8,1659566154841[	Points atypiques sur la consommation 2003,1992,1990
	IF(y)=	] -983,2835 ; 1852,1125 [
outerfence	OF(x1)=	] 0 ; 0,35 [
	OF(x2)=	] -7,21384618013149 ; 31,017378177903 [
	OF(x3)=	] -11,217193278412 ; 11,1188989723836 [
	OF(x4)=	] 2,1625 ; 3,755 [
	OF(X5)=	] -8,99767098386073 ; 12,8469459607601[
	IF(y)=	] -2046,557 ; 2915,386 [

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

c) Interprétation

Les variables taux d'inflation, taux de croissance de la population et recettes fiscales suivent la loi normale à 100%. Il n'existe pas de point atypique. Par contre, pour le taux d'inflation et le taux de croissance du PIB, il y a respectivement pour les années 1988 et 1994 ainsi que pour les années 1992, 2003, 2009. En effet, les séries ne suivent pas la loi normale qu'à 89,28%. Pour le taux de croissance de la consommation, seul le test de box plot concernant l'innerfence dégage des points atypiques qui sont en 2003, 1990 et 1992.

4) Test Dickey-Fuller, de phillips-Perron et de KPSS

a) Objectif

Avant de procéder à l'analyse de régression, il faut tester la stationnarité des series. L'objectif du test de Dickey-Fuller, de phillips-Perron et de KPSS est de voir si les séries sont stationnaires. Par définition selon xlstat, la variable est stationnaire si ses paramètres statistiques ne varient pas dans le temps. Ces paramètres sont l'espérance, la variance, l'auto-corrélation.

b) Résultat

Tableau 10: Test de stationnarité

		x1	x2	x3	x4	X5	y
test de Dickey-Fuller	Tau (Valeur observée)	-1,944	-2,837	-2,657	-1,886	-3,124	-0,741
	Tau (Valeur critique)	-0,454	-0,454	-0,454	-0,454	-0,454	-0,454
	p-value (unilatérale)	0,573	0,183	0,243	0,600	0,114	0,919
	alpha	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
	réponse	Ho acceptée	Ho acceptée	Ho acceptée	Ho acceptée	HO Acceptée	Ho acceptée
test de phillips-Perron	Tau (Valeur observée)	0,205	-1,655	-5,970	0,402	-5,157	3,891
	Taux (Valeur critique)	-1,954	-1,954	-1,954	-1,954	-1,954	-1,954
	p-value (unilatérale)	0,738	0,092	< 0,0001	0,793	< 0,0001	1,000
	alpha	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
		Ho acceptée	Ho acceptée	Ho rejetée	Ho acceptée	Ho rejetée	Ho acceptée
test de KPSS	Eta (Valeur observée)	0,602	0,182	0,113	0,361	0,228	1,276
	Eta (Valeur critique)	0,437	0,437	0,437	0,437	0,437	0,437

	p-value (unilatérale)	0,013	0,338	0,588	0,091	0,240	< 0,0001
	alpha	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05	0,05
	réponse	Ho rejetée	Ho acceptée	Ho accepté	Ho accepté	Ho accepté	Ho rejetée

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

c) Interprétation

Pour le test de Dickey-Fuller, l'hypothèse nulle (Ho) signifie que la série comporte une racine unitaire. Ce qui explique que la variable n'est pas stationnaire. Pour le test de Phillips-Perron, la signification de l'hypothèse est pareille. Par contre, pour le test de KPSS, la série est stationnaire si l'hypothèse est nulle.

L'hypothèse nulle est acceptée si p-value est supérieur à alpha niveau de signification. Dans cette analyse, à chaque variable, le p-value est supérieure à alpha pour le test de Dickey-Fuller. En effet, l'hypothèse nulle (Ho) est acceptée. Ce qui signifie que toutes les séries ne sont pas stationnaires. Par conséquent, toutes ces variables nécessitent une transformation.

II.2.3.2.2 Analyse bivariée

Cette analyse permet de voir la dépendance linéaire entre 2 variables et de faire une prévision s'il existe. Dans cette analyse, nous allons étudier la dépendance entre les recettes fiscales et le taux d'imposition.

La relation entre les variables quantitatives est analysée à travers l'étude de la corrélation et la régression simple.

:

1) Analyse de corrélation

a) Objectif

L'analyse de corrélation sert à mesurer et quantifier la liaison entre x et y de manière à mettre en évidence le sens et la force de la liaison.

b) Résultat

Tableau 11 : Matrice de corrélation (Pearson)

Variables	(X1)	(Y en milliard)
(X1)	1	0,601
(Y en milliard)	0,601	1

Source : exploitation des données de la banque mondiale, 2017

c) Interprétation

D'après ce tableau, il existe une relation positive à 0,601 entre les recettes fiscales indirectes et le taux d'imposition. Ce qui signifie que les recettes fiscales varient en fonction du taux d'imposition. Mais là, la relation est positive. L'augmentation du taux d'imposition permet d'augmenter les recettes fiscales. Ce premier constat apporte une quantité d'information significative aux modèles. Par contre, la variation des recettes dépend également des autres facteurs socio-économiques. Ces facteurs peuvent fausser les résultats.

2) Régression simple

La régression simple est une méthode pour analyser la relation entre les variables continues. Dans ce cas, nous allons voir la liaison existante entre les recettes fiscales et le taux d'imposition.

a) Objectif

L'objectif de cette régression est de modéliser individuellement la relation entre les variables taux d'imposition et recettes. Cette modélisation permet d'estimer cette corrélation afin de déduire la droite de régression.

b) Résultat

Tableau 12 : Coefficient d'ajustement entre le taux d'imposition et les recettes fiscales

R2	0,361
R2 ajusté	0,336
Pr>F	0,001
Pr > |t|	0,001

Source : exploitation des données de la banque mondiale, 2017

c) Interprétation

L'analyse individuelle de corrélation montre que 36,1 % de la variabilité des recettes sont expliquée par le taux d'imposition. C'est-à-dire que le modèle est pertinent. Concernant le test de Fisher, le P-value est supérieur au niveau de signification. Donc l'hypothèse nulle est acceptée. La variable apporte une quantité d'information significative au modèle. Pour le test t de Student, l'intégration de la variable dans le modèle est pertinente. Sa suppression affecte la qualité de la régression. La droite de régression se présente comme suit : $y = 13,740 + 4,779x$. A partir de cette équation, les prévisions sont possibles

II.2.3.2.3 Analyse multivariée

L'analyse multidimensionnelle et la modélisation des données permettent d'évaluer en ensemble la relation entre la variable endogène et les variables exogènes.

Pour cette première, il existe l'analyse en composantes principales (ACP) pour les variables quantitatives, l'Analyse Factorielle des Composantes (AFC) pour les variables qualitatives à deux modalités, l'Analyse Factorielle Discriminante pour la variable endogène qualitative et l'Analyse de Correspondance multiple (ACM) pour plusieurs variables qualitatives

Pour la modélisation des données, il y a la régression linéaire ou non linéaire multiple pour les données dont la variable endogène (Y) et les variables exogènes (Xi) sont quantitatives, l'ANOVA pour les données en Xi discrètes, l'ANCOVA pour généraliser la régression dont Xi sont continues et discrètes et la régression logistique pour la variable Y qualitative.

. Mais l'analyse dans ce cas est pour les variables quantitatives. En effet, c'est l'analyse en composantes principales qui doit être utilisée en analyse multidimensionnelle et la régression linéaire ou non linéaire multiple en modélisation des données.

Dans le cas de nos données, la variable endogène (Y) est continue. Par conséquent l'étude appropriée est l'analyse en composantes principales (ACP).

1) L'analyse en composantes principales (ACP)

a) Objectif

L'analyse en composantes principales consiste à présenter graphiquement par le cercle de corrélation les individus et les variables afin de voir :

- La ressemblance des individus : identifier les individus qui ont une même réponse
- L'Interdépendance entre les variables quantitatives

b) Résultats

Tableau 13 : Matrice de corrélation (Pearson (n)) des variables quantitatives

	(X1)	(X2)	(X3)	(X4)	(X5)	(Y)
(X1)	1	0,100	0,175	0,420	0,191	0,601
(X2)	0,100	1	-0,151	0,043	-0,367	-0,237
(X3)	0,175	-0,151	1	0,004	-0,283	0,181
(X4)	0,420	0,043	0,004	1	0,103	0,020
(Y)	0,191	-0,367	-0,283	0,103	1	0,237
	0,601	-0,237	0,181	0,020	0,237	1

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

c) Interprétation

D'après cette matrice de corrélation, il existe une forte corrélation positive entre le taux d'imposition et les recettes fiscales. Par contre, la relation entre le taux d'inflation et les recettes est une faible corrélation négative. En d'autres termes, l'augmentation du taux entraîne une diminution des recettes. Le taux de croissance, le taux de croissance de la consommation et le taux de croissance de la population sont corrélés positivement avec les recettes mais faiblement.

2) Modélisation linéaire

Il faut analyser la corrélation des recettes fiscales par les différentes variables en régression multiple. Nous allons modéliser la variabilité des recettes fiscales suivant le taux d'imposition, le PIB, l'inflation et la consommation.

a) Objectif

La régression multiple est l'une des méthodes les plus connues et les plus appliquées en statistique pour l'analyse de données quantitatives. Elle est utilisée pour établir une liaison entre une variable endogène quantitative et plusieurs variables exogènes quantitatives, sous la forme d'un modèle. Elle consiste à synthétiser et à estimer la corrélation entre les variables.

b) Interprétation des Résultats

Tableau 14: Statistique de multicollinéarité

Statistique	(X1)	(X2)	X3	(X4)	X5
R ²	0,299	0,265	0,243	0,182	0,342
Tolérance	0,701	0,735	0,757	0,818	0,658
VIF	1,426	1,361	1,321	1,222	1,520

Source : exploitation des données de la banque mondiale, 2017

D'après ce tableau à propos des statistiques de multicollinéarité, la tolérance et le VIF de tous les variables sont plus proche de 1. En effet, il existe une absence de multicollinéarité entre les variables. Par conséquent, les variables explicatives ne sont pas corrélées entre eux.

Tableau 15:Analyse de la variance

Source	DDL	Somme des carrés	Moyenne des carrés	F	Pr > F
Modèle	5	22,233	4,447	4,687	0,005
Erreur	22	20,869	0,949		
Total corrigé	27	43,102			

Ce test de Fisher permet de voir la significativité globale de la régression. Le modèle n'apporte pas une quantité d'information significative. Le P-value est inférieur à alpha. En fait, ces variables ne suffiraient pas à décrire la variabilité des recettes fiscales.

Tableau 16: Paramètres du modèle

Source	Valeur	Erreur standard	t	Pr > |t|	Borne inférieure (95%)	Borne supérieure (95%)
X1	0,741	0,177	4,180	0,000	0,373	1,108
X2	-0,287	0,173	-1,661	0,111	-0,646	0,071
X3	0,015	0,171	0,089	0,930	-0,338	0,369
X4	-0,281	0,164	-1,716	0,100	-0,622	0,059
X5	0,024	0,183	0,130	0,898	-0,355	0,403

Source : exploitation des données de la banque mondiale 2017

Ce résultat permet de voir la significativité individuelle du modèle. C'est-à-dire d'évaluer la significativité de chaque variable dans la régression. Concernant les tests t de Student, les résultats indiquent que le p-value du taux d'imposition est supérieur à alpha. Dans ce cas, l'hypothèse nulle est rejetée. En effet, l'intégration de cette variable dans le modèle est pertinente. Par contre, l'intégration des variables relatives au taux de croissance économique, au taux d'inflation, au taux de croissance de la consommation et au taux de croissance de la population dans le modèle n'est pas pertinente. En fait, le t calculé est inférieur à t observé.

La droite de régression se présente comme suit :

$$Y_t = 24,69 + 5,89 * X_{1t} - 0,54 * X_{2t} + 6,005 * X_{3t} - 7,16 * X_{4t} + 8,09 * X_{5t}$$

II.3. Moyens pour améliorer les recettes fiscales

Vu que l'augmentation du taux d'imposition met en jeu l'entrée de la recette fiscale et la situation économique, plusieurs autres moyens sont possibles pour atteindre l'objectif de l'Etat quant à sa situation financière.

II.3.1. Mesures administratives et techniques

La fiscalité de proximité qui a été lancée en 2005 doit être concrétisée afin d'améliorer les recettes fiscales. Il s'agit d'une déconcentration et décentralisation de l'Administration fiscale. Pour mieux connaître le comportement des contribuables, l'Administration doit approcher les contribuables. Cette proximité permet également :

- (i) De faciliter la relation entre l'Administration et les contribuables,
- (ii) De sécuriser les recettes fiscales.
- (iii) D'inciter, de sensibiliser, de motiver les contribuables à travers l'intérêt général
- (iv) De recenser et de suspecter des nouveaux contribuables
- (v) De faciliter les tâches de l'administration et la gestion du dossier des contribuables en ne citant que le recouvrement, le contrôle.

Cette méthode permet aussi d'augmenter et de varier les assiettes fiscales par rapport aux activités et aux spécificités économiques des Etablissements publiques concernées. Par exemple, la fiscalisation des secteurs primaires permet d'augmenter les recettes fiscales.

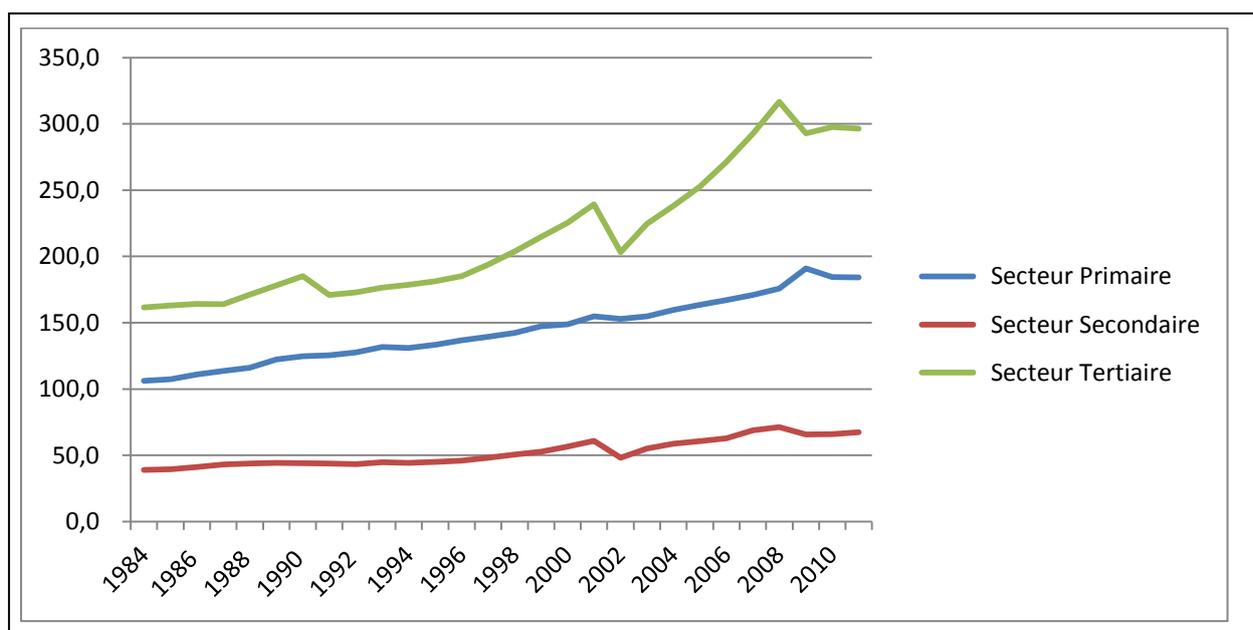
La motivation des contribuables est également importante pour augmenter les ressources fiscales. En effet, l'incitation fiscale doit être exercée par l'Administration. Il s'agit de conscientiser les contribuables sur l'importance de la fiscalité au développement. Selon son rôle, l'impôt permet à l'Etat d'assurer le service public et de réaliser l'intérêt général, entre autres la construction des infrastructures. De ce fait, l'incitation fiscale consiste à convaincre le contribuable sur l'importance de sa participation à la croissance et au développement de son territoire et du pays. En effet, le paiement d'impôt doit être provoqué par la volonté et la conscience du contribuable que par la contrainte et la coercition. En fait, pour séduire les contribuables au paiement, la transparence du calcul de l'impôt et de la gestion de la recette fiscale est nécessaire. Ces contribuables doivent avoir la possibilité de calculer leurs impôts. Les services rendus par l'Administration doivent être également

concrets. La sensation d'existence de développement rend les contribuables plus motivés. C'est qu'ils ressentent l'utilité du service public. L'information est aussi indispensable en ne citant que la date de régularisation.

Elargissement de l'assiette fiscale est un autre moyen afin d'améliorer les recettes fiscales. Cela permet de susciter des nouveaux contribuables. Par définition, l'assiette fiscale est un fait générateur qui fait naître l'impôt. Ce moyen est plus pratique que l'augmentation du taux d'imposition. En fait, cette dernière met en jeu le développement économique. Par exemple, l'insertion de l'impôt synthétique consiste à fiscaliser le secteur informel. La décentralisation et la déconcentration de l'Administration fiscale conduit à élargir l'assiette fiscale et la couverture fiscale ainsi qu'à augmenter le nombre de contribuables selon le type d'activités et les matières imposables existants dans les collectivités. Il faut susciter les éléments non encore touchés par l'impôt.

D'après le graphe ci-après, Madagascar produit d'avantage dans le secteur tertiaire, puis dans le secteur primaire et en dernier lieu dans le secteur secondaire. Dans ce cas, il faut renforcer l'insertion du secteur informel dans la fiscalisation puisque c'est lui qui domine le secteur tertiaire. A Madagascar, la valeur ajoutée du secteur informel non agricole est estimée à 17-18 % du PIB (Paillaud et al, 1998) .

Figure 7: Evolution des secteurs économiques à Madagascar

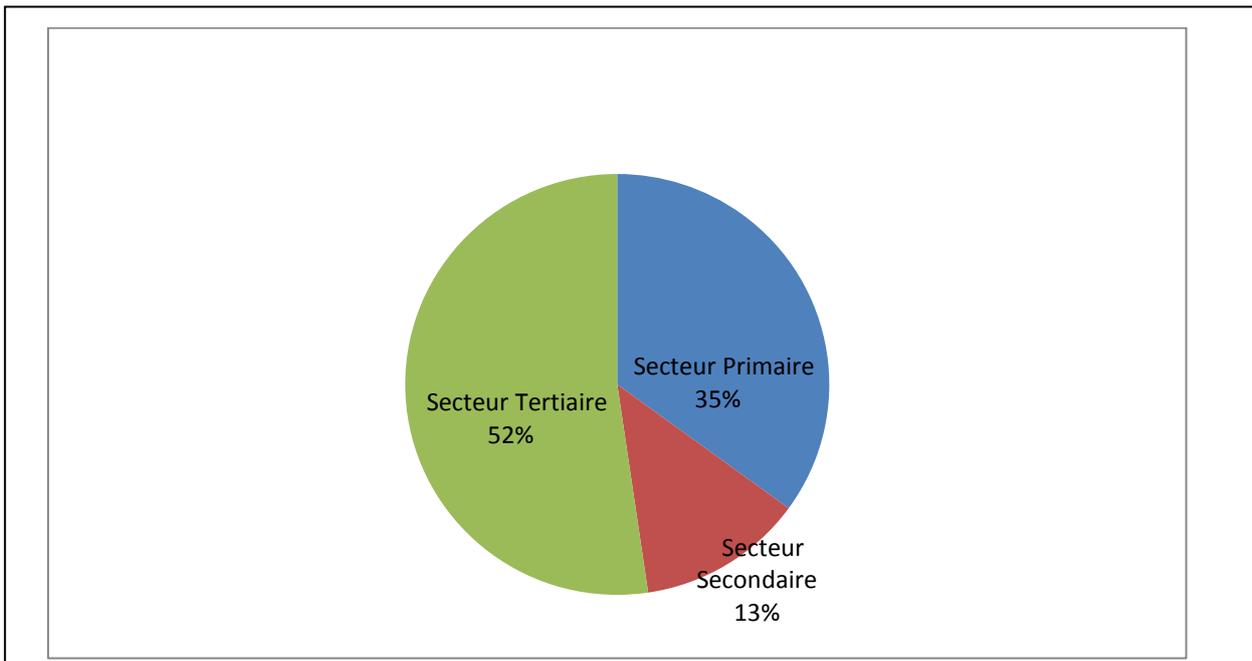


Source : Instat, 2017

Le secteur primaire présente en moyenne 35% de la production. En effet, pour élargir l'assiette fiscale, la fiscalisation du secteur primaire s'avère intéressante. Par définition, le secteur primaire regroupe les activités liées à l'exploitation des ressources naturelles qui ne sont pas transformées. En effet, il faut fiscaliser les secteurs d'activités tels que l'agriculture, l'élevage, la pêche, la sylviculture et surtout les exploitations minières, mais selon la capacité contributive de ces opérateurs économiques. Mais avant tout, des différentes actions doivent d'abord être prises afin d'améliorer et de valoriser ce secteur. Ce sont :

- i) La recherche des moyens pour améliorer les rendements de la production. Par exemple pour les agricultures, il faut trouver une solution concernant la dégradation de la fertilité et de l'épuisement des sols. Il faut également envisager l'extension de l'irrigation et l'amélioration du fonctionnement des réseaux hydro agricoles. Pour réaliser un élevage intensif, il faut trouver des mesures préventives pour combattre les maladies des animaux, en ne citant que la défiscalisation des produits vétérinaires
- ii) La prise des mesures fiscales en matière d'intrants et d'équipements pour inciter les paysans à investir dans ces domaines
- iii) La formation de ces opérateurs pour être plus professionnels
- iv) L'appui aux paysans pour produire en masse. En d'autres termes, la production est destinée pour la vente. Les chiffres d'affaires produits par cette vente entraînent une augmentation des recettes fiscales tirées par cette assiette fiscale.
- v) L'instauration de la sécurité en milieu rurale. Etant donné que l'insécurité constitue un blocage à l'investissement, la résolution de ce problème est nécessaire pour encourager les paysans et les investisseurs d'exercer leurs activités.

Figure 8 : Comparaison de la production de chaque secteur économique



Source : Instat, 2017

Mais pour attirer beaucoup des recettes fiscales, la sensibilisation des opérateurs économiques à investir dans le secteur secondaire s'avère nécessaire. Il faut transformer les ressources naturelles pour produire beaucoup de valeurs ajoutées.

Augmenter le taux de recouvrement des recettes fiscales permet de réaliser les prévisions envisagées. C'est la capacité de l'Etat à collecter les sommes dont les contribuables doivent payer. Cette opération consiste à encaisser ces sommes à la caisse publique. Plusieurs moyens sont possibles pour améliorer le recouvrement, à savoir :

- (i) L'utilisation de la technologie moderne afin de faciliter la déclaration et le paiement,
- (ii) Le renforcement des sanctions,
- (iii) Le renforcement des contrôles de la déclaration réalisée par les contribuables,
- (iv) Le rapprochement entre l'Administration et les contribuables,
- (v) Le renforcement des systèmes d'information et de communication pour informer les contribuables.

.Le contrôle est nécessaire notamment sur le système déclaratif. C'est le système déclaratif contrôlé. Cela permet de lutter contre les abus fiscaux, à savoir les fausses

déclarations, les corruptions, les fraudes et les évasions fiscales. Par exemple, le taux progressif entraîne certains contribuables à réduire leur base imposable afin de bénéficier le barème inférieur. Certaines entreprises cachent également leur chiffre d'affaires pour éviter de payer plus d'impôt. En effet, à chaque déclaration effectuée par les contribuables, l'Administration fiscale doit vérifier les pièces justificatives. Pour illustration, concernant la facture, le fisc doit descendre sur terrain pour vérifier le prix réel. L'Etat doit mettre en place des dispositifs pour rendre les abus fiscaux plus difficiles, tels que :

- (i) la sensibilisation de petites et moyennes entreprises à adhérer au Centre de Gestion Agréé (CGA) pour produire une comptabilité saine ;
- (ii) la descente sur terrain pour vérifier la réalité ;
- (iii) la sensibilisation de produire des pièces justificatives pour la traçabilité des opérations.

Il s'avère nécessaire de simplifier le système fiscal. Le processus et la procédure doivent être plus clairs aux contribuables. Ces derniers doivent avoir la possibilité de savoir effectuer la liquidation de leur impôt. Le calcul doit être simple, clair et facile à comprendre. Cela permet d'éviter la corruption et de garder la confiance envers l'Etat. L'imprimé doit être facile à remplir.

La sécurisation des recettes et des fonds publics sont également nécessaires. Celle-là se focalise sur les collectes des recettes fiscales, puis sur les procédures d'encaissement et de décaissement de ces fonds. A cet effet, il faut moderniser l'exécution de la politique fiscale en utilisant le système fiscal informatisé. Cela permet de réduire le contact direct entre les contribuables et les agents afin d'éviter les fraudes, la négociation et la corruption. C'est que l'Etat doit rendre les fraudes plus difficiles en usant les nouvelles technologies de l'information et de la communication dans les activités de l'Administration publique. Par exemple, les contribuables doivent être informés soit par un SMS concernant la date de paiement des impôts pour éviter le retard et la pénalité de paiement.

L'utilisation de la télé déclaration par les contribuables permet à eux non seulement de gagner du temps et de faciliter le paiement mais également de connaître le montant exact des impôts à payer, pour éviter le trop perçu fait par les agents du fisc. En guise de déduction, pour sécuriser la liquidation des recettes fiscales, l'informatisation est nécessaire, afin d'obtenir :

- (i) la traçabilité des informations,
- (ii) la consultation directe et en temps réel des informations,
- (iii) la confiance entre les agents et les contribuables.

Il faut également renforcer les contrôles et les surveillances concernant l'exécution budgétaire. Cela concerne les recettes fiscales et les dépenses.

II.3.2. Mesures économiques et sociales

La politique fiscale ne doit pas nuire au développement économique et social. Au contraire, l'impôt doit avoir un rôle important dans l'économie et la société. Le système fiscal doit être flexible aux conjonctures économiques et sociales. Par exemple, pour améliorer le climat d'investissement, la diminution du taux d'imposition est une mesure envisageable. Cette politique fiscale doit respecter les principes d'équité, de neutralité et d'efficacité. Ce sont les caractéristiques et les qualités de l'impôt. Un impôt est efficace s'il n'affecte pas négativement le développement social et économique. Dans ce cas, pour augmenter le taux d'imposition, il faut opter un taux optimal qui maximise les recettes fiscales sans affecter sur la croissance économique. La base d'imposition est en fonction des activités économiques. A cet effet, il faut minimiser les effets économiques de la politique fiscale engendrés par le changement de comportement des agents économiques.

La protection sociale et la justice sociale doivent être assurées par l'Etat aux citoyens. En effet, ces rôles peuvent être réalisés à travers la politique fiscale, plus précisément par la redistribution des revenus. C'est de distribuer les revenus du riche vers le pauvre par le moyen de l'imposition. Dans ce cas, le taux d'imposition doit être progressif afin de respecter le principe de la capacité contributive et économique des contribuables et de répartir équitablement les fardeaux fiscaux selon la capacité. La même capacité contributive doit être traitée de façon identique et la capacité contributive différente doit être traitée de façon différente. Si les impôts pèsent trop lourds et sont mal répartis, cette situation provoque un évitement au paiement de l'impôt. La répartition des charges fiscales permet également de réduire les inégalités entre le riche et le pauvre. Pour Keynes, la redistribution des revenus est favorable à la croissance économique par l'augmentation de la consommation des populations pauvres et la multiplication de la demande.³⁴

³⁴Chap 4, Les fondements de l'action de l'Etat, cours 2011-2012

Le taux de la TVA doit être progressif. Il faut répartir les charges fiscales sur la consommation. Ces charges sont à distribuer non seulement selon la capacité économique mais également selon la capacité contributive. En d'autres termes, c'est une répartition par rapport à la situation des contribuables afin d'augmenter le pouvoir d'achat des pauvres. Les riches doivent contribuer davantage à l'effort social de leur nation.

CONCLUSION

Pour les effets économiques du taux d'imposition, ce taux est l'un des facteurs déterminants le changement de comportement des agents économiques. Il entraîne également la variation des croissances économiques. Selon la pensée classique, les prélèvements fiscaux empêchent la croissance économique. Les résultats d'analyse de Karsoum BIKIENGA confirment que le taux de croissance du PIB est négativement corrélé avec le taux d'imposition. Mais pour le courant interventionniste, l'Administration publique adopte les politiques fiscales pour maîtriser le cycle économique. Dans les hypothèses, l'augmentation du taux d'imposition entraîne la destruction de la base imposable. Les agents économiques ajustent leurs comportements en répartissant leurs temps entre le travail ou le loisir et leur revenu entre l'épargne ou la consommation. Les contribuables peuvent éviter le paiement d'impôts par la renonciation aux activités économiques, l'invasion fiscale, la fraude fiscale. Les translations des impôts sont les autres moyens utilisés par les contribuables pour échapper à l'impôt. Cela peut être des translations en avant ou régressives. Ce sont les consommateurs et les facteurs de production qui supportent l'impôt. En effet, l'augmentation du taux d'imposition tend à détruire la croissance du PIB futur.

Pour les effets fiscaux du taux d'imposition, certains chercheurs tels que Jean-Baptiste Say, Arthur Laffer, confirme les hypothèses que le taux d'imposition est une variable explicative de la variation des recettes fiscales. Mais, ces deux variables sont corrélées négativement au-delà d'un certain seuil. Cet effet est dû à la destruction de la base imposable. La maximisation des recettes fiscales ne doit pas détruire l'économie et ne doit pas décourager les contribuables. L'analyse réalisée par Arthur Laffer pour le cas des Etats-Unis confirme cet effet inverse entre l'augmentation de taux d'imposition et de recettes fiscales. Par contre, notre analyse confirme l'étude effectuée par Jean-François GAUTIER en juillet 1998. L'allègement de taxation a entraîné une réduction des recettes fiscales. Le résultat de notre analyse montre que le taux d'imposition et les recettes fiscales sont corrélés positivement à 60,1%. C'est que le taux 25% n'est pas encore au-delà du taux optimal qui maximise les recettes fiscales indirectes.

Mais pour maximiser les recettes fiscales, il faut prendre un taux optimal qui ne détruit pas l'économie. La politique fiscale à propos du taux d'imposition ne suffit pas mais il faut

considérer les autres moyens. A court terme, la révision de la politique fiscale est nécessaire concernant la qualité des personnes imposables, la diversité des assiettes fiscales, la technique de recouvrement, le renforcement des contrôles, la fiscalité de proximité, la sécurisation des recettes et des fonds publics. Mais pour une efficacité à long terme des mesures prises, la politique fiscale doit respecter l'équité, l'efficacité et la neutralité de l'impôt. Le système fiscal doit être flexible aux conjonctures économiques et sociales. L'impôt joue un rôle économique et social. Le prélèvement doit être proportionnel aux capacités économiques et contributives des contribuables. A part cela, l'Administration publique doit prendre des mesures pour inciter et conscientiser les contribuables au paiement de l'impôt. Il faut également aider les contribuables sur la comptabilité de leurs activités pour produire des pièces fiables. L'Administration fiscale doit informatiser le système fiscal pour réduire le contact direct entre les contribuables et les agents afin d'éviter la négociation, les fraudes et la corruption.

BIBLIOGRAPHIE

➤ Bibliographique

- 1) RAVALONIAINA A, impacts économiques du budget de l'Etat, Cas de Madagascar, Avril 2012, p 45
- 2) GAUTIER J.F, Les paradoxes de la TVA dans un PED : une application à l'industrie malgache, Avril 1998
- 3) K.BIKIENGA, Impact des politiques fiscales sur les recettes fiscales et la croissance économique en Côte d'Ivoire, 2009
- 4) GAUTIER J.F, Une introduction à la fiscalité malgache, n°9738/E, juillet 1998, p24
- 5) BRUN J.F, revue d'économie de développement, 1998
- 6) Margairaz , la fraude fiscale et ses succédanés, 1972, p24
- 7) ANDRIEN D, POULIOT, KELLY-GAGNON M, Les bienfaits économiques d'une réduction de l'impôt sur le revenu, Collection « Fiscalité », institut économique de Montréal, Mars 2004
- 8) SEMETE O'NKOL M. F, La fraude fiscale en RDC, Université de Kinshasa, 2006
- 9) HALL R.E, RABUSHKA A, La Flat Tax, Institut Constant de Rebecque, © 2009 European Center of AustrianEconomicsFoundation, Liechtenstein (ECAEF), pour l'édition française, Editions du Cri 42 rue des Jeûneurs 75002 Paris, 192p
- 10) MIRRLEES, Rapport pour la conception d'un système fiscal optimal, Rapport OCDE, novembre 2013
- 11) GAUTIER J.F, La fraude fiscale : estimation et caractéristiques sur l'impôt sur les bénéfices industriels à Madagascar, juillet 1998, N°9830^E

➤ Webiographique

- 1) zonecours.hec.CA, service de l'enseignement des sciences comptables, HEC Montréal, 2008
- 2) cours-univ. Fr, 2008
- 3) Lanation .mg ; La structure économique favorise l'évasion fiscale, 2014

- 4) tananews.com, Mars 10,2014,
- 5) comptanet.fr, 2017
- 6) OCDE, recette fiscale, data.oecd.org, 2017
- 7) Laurechantrel. Free.fr/fonctionsetat, l'Etat et l'économie chapIV,

RESUME

Nom et Prénoms : SAHOLIARILALA Aimée Florence

Titre : « INCIDENCE DU TAUX D'IMPOSITION SUR LES TAXES SUR LES VALEURS AJOUTEES »

Nombre de pages : 48

Figures : 8

Tableaux : 17

Adresse : Lots 113 A BIS A Miandrarivo Ambanidia

En réalité, l'augmentation du taux d'imposition doit améliorer les recettes fiscales. Mais ce taux entraîne un changement de comportement des agents économiques. En effet, la croissance économique est en jeu. En retour, c'est la destruction de la base imposable qui entraîne la diminution des recettes fiscales. Par conséquent, l'augmentation du taux d'imposition entraîne une diminution des recettes au-delà d'un certain seuil. La politique fiscale n'est pas la seule variable explicative de la variabilité des recettes fiscales. Les facteurs socio-économiques sont également des facteurs déterminant cette variation. Dans ce cas, la prise de taux optimal qui ne détruit pas l'économie permet de maximiser les recettes fiscales. En effet, le rôle économique et social à travers l'équité, l'efficacité et la neutralité de l'impôt doit être respecté. Mais pour améliorer les recettes fiscales, il faut aussi prendre des mesures administratives, techniques, économiques et sociales.

Mots clés : taux, recettes, imposition, variabilité, économie

ABSTRACT

In reality, raising the tax rate must improve tax revenues. But this rate leads to a change in the behavior of economic agents. Indeed, economic growth is at stake. In return, it is the destruction of the taxable base that leads to the reduction of tax revenue. Consequently, the increase of in the rate of taxation leads to a reduction of revenue beyond a certain threshold. Tax policy is not the only explanatory variable for the variability of tax revenue. Socio-economic factor are also determinants of this variation. In this case, the use of optimal rate who does not destroy the economy will maximize tax revenues. Indeed, the economic and social role through equity, efficiency and neutrality of the tax must be respected. But to improve tax revenues, it is also necessary to take administrative, technical, economic and social measures.